

L'ITINÉRAIRE

3\$

Volume XXIII, n° 15
Montréal, 1^{er} août 2016
www.itineraire.ca

FORUM
SOCIAL
MONDIAL

DES SOLUTIONS
POUR NOTRE
MONDE

50 000 PERSONNES
ATTENDUES À
MONTRÉAL

Penser autrement

- Alimentation et agriculture
- Environnement, ressources et énergies
- Alternatives économiques
- Rapport aux autres
- Innovations démocratiques

Entrevue avec le
cofondateur du FSM

Chico Whitaker



L'itinéraire, c'est aussi de l'aide alimentaire.
Merci de nous aider à poursuivre notre engagement envers la société.
itineraire.ca/faire-un-don

L'ITINÉRAIRE

ZOOM sur Adam

Nom Adam | Camelot n° 1516 | Âge 49 ans
Point de vente Bois-des-Filion

Personne n'a la vie simple. Beaucoup ont la vie dure. Certains même très, très dure. Les camelots à L'itinéraire en ont souvent vu de toutes les couleurs. Adam, lui, est allé voir au plus profond de l'infrarouge et l'ultraviolet. Ses yeux portent la marque d'une vie striée par l'accablement.

Parents absents

Adam parle aujourd'hui de sa non-enfance avec légèreté. « Mon père n'était jamais là, parce qu'il travaillait de 7 h à 23 h pour subvenir à nos besoins. Ma mère ne m'a jamais envoyé à l'école. Je restais tout seul à la maison pendant que, elle, elle allait visiter sa mère, tout en faisant croire à tout le monde que j'étais à l'école. Un enfant de 5-6 ans, ça n'a pas peur de rien, ça veut découvrir des choses. Tu le laisses seul dans un appartement de 8 h le matin à 15 h l'après-midi, il se passe quoi ? Il faut qu'il se désennuie. »

Documents en tous genres étalés sur la table viennent dresser une carte confuse de sa vie. D'un ton lent et posé, il raconte l'histoire de chacun d'entre eux. Certificat de création d'une ligue de dekhockey. Certificat d'implication dans la ligue de bowling. Certificat d'implication dans une vigile de la Sûreté du Québec. Tous révélateurs d'un besoin de changer d'air, de vivre après avoir touché le fond en 2006 suite à la perte de sa conjointe et d'avoir, malgré lui, survécu.

Trois années passées à se reconstruire à Ascot Corner, près de Sherbrooke. « J'ai eu l'occasion de m'acheter un cheval, je faisais beaucoup de trail. Un rêve que ma femme et moi caressions. Je suis allé caresser un peu ce rêve, seul. »

Il décide un jour de replonger dans la grande ville, à Montréal, suite à l'appel

de sa mère, affectée par les décès de proches. Mais celle-ci, manipulatrice, pousse la nouvelle conjointe de son fils à le mettre dehors. « Du 22 juin à début septembre, j'étais dehors, à Montréal. Avec une question : est-ce que je continue à vivre, ou j'arrête ça aujourd'hui ? Pis c'est fini, on en entend plus parler de moi. J'ai alors rencontré un sans-abri qui m'a dit : "ne pense pas à ce qui est arrivé hier, pense à ce qui va arriver demain, donne toi encore 24 heures". » Cette lueur d'espoir rallumée sort Adam du marécage du désespoir. Il ravale son orgueil, contraint de retourner chez cette mère perverse narcissique. Il n'attend qu'une chose désormais : avoir son propre chez-soi.

« C'est L'itinéraire qui me tient en vie »

Aujourd'hui, Adam est mû par une grande détermination : « Je ne veux pas que L'itinéraire soit juste ici à Montréal. J'aimerais bien qu'il en y ait un autre sur la Rive-Nord. Bois-des-Filion, Terrebonne, Sainte-Thérèse, Blainville : en étant camelot, je fais du social avec tout le monde là-bas. »

C'est la réalité de l'itinérance et de la pauvreté sur la Rive-Nord qui le pousse à l'action. « Les sans-abri, ce n'est pas juste à Montréal que ça existe. Vous en avez tous dans vos communautés. Arrêtez de fermer les yeux. Est-ce qu'on peut commencer à faire des choses pour leur donner un coup de main ? » Depuis cinq mois qu'il vend L'itinéraire, Adam ne compte pas rester simple camelot mais veut aussi aider au développement du magazine sur la Rive-Nord. La place de L'itinéraire dans sa vie actuelle ? Très simple : « Jusqu'à présent... c'est L'itinéraire qui me tient en vie. Parce que tout le monde croit en ce que je veux amener. »

Par Pierre de Montvalon,
bénévole à la rédaction
Photo : Alexandra Guellil

L'arrondissement de Ville-Marie reconnaît
l'excellent travail de l'équipe du magazine L'itinéraire.



NOS PARTENAIRES ESSENTIELS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Le magazine L'itinéraire a été créé en 1992 par Pierrette Desrosiers, Denise English, François Thivierge et Michèle Wilson. À cette époque, il était destiné aux gens en difficulté et offert gratuitement dans les services d'aide et les maisons de chambres. Depuis mai 1994, L'itinéraire est vendu régulièrement dans la rue. Cette publication est produite et rédigée par des journalistes professionnels et une cinquantaine de personnes vivant ou ayant connu l'itinérance, dans le but de leur venir en aide et de permettre leur réinsertion sociale et professionnelle.

Le Groupe L'itinéraire a pour mission de réaliser des projets d'économie sociale et des programmes d'insertion socioprofessionnelle, destinés au mieux-être des personnes vulnérables, soit des hommes et des femmes, jeunes ou âgés, à faible revenu et sans emploi, vivant notamment en situation d'itinérance, d'isolement social, de maladie mentale ou de dépendance. L'organisme propose des services de soutien communautaire et un milieu de vie à quelque 200 personnes afin de favoriser le développement social et l'autonomie fonctionnelle des personnes qui participent à ses programmes. Sans nos partenaires principaux qui contribuent de façon importante à la mission ou nos partenaires de réalisation engagés dans nos programmes, nous ne pourrions aider autant de personnes. L'itinéraire, c'est aussi plus de 2000 donateurs individuels et corporatifs qui aident nos camelots à s'en sortir. Merci à tous !

La direction de L'itinéraire tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs dans la rue.

Si ces derniers vous proposent tout autre produit que le journal ou sollicitent des dons, ils ne le font pas pour L'itinéraire. Si vous avez des commentaires sur les propos tenus par les vendeurs ou sur leur comportement, communiquez sans hésiter avec Shawn Bourdages, chef du développement social par courriel à : shawn.bourdages@itineraire.ca ou par téléphone au : 514 597-0238 poste 222.

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. Les opinions exprimées dans cette publication (ou sur ce site Web) ne reflètent pas forcément celles du ministère du Patrimoine canadien.

Canada

ISSN-1481-3572
n° de charité : 13648 4219 RR0001

L'ITINÉRAIRE



RÉDACTION ET ADMINISTRATION

2103, Sainte-Catherine Est
Montréal (Qc) H2K 2H9

LE CAFÉ L'ITINÉRAIRE

2101, RUE SAINTE-CATHERINE EST
Téléphone : 514 597-0238
Télécopieur : 514 597-1544
Site : www.itineraire.ca

DIRECTRICE GÉNÉRALE :
CHRISTINE RICHARD

RÉDACTION

Chef du secteur magazine et rédactrice en chef : JOSÉE PANET-RAYMOND

Journaliste, responsable société : ALEXANDRA GUELLI

Photographe : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

Responsable de la formation des participants : CHARLES-ÉRIC LAVERY

Chargé de l'accompagnement des participants : SIMON POSNIC

Responsable de la création visuelle : MILTON FERNANDES

Journaliste affectée à la version numérique : GENEVIÈVE BERTRAND

Stagiaire en multimédia : MOLIÈRE SOLON

Collaborateur : IANIK MARCIL

Webmestre bénévole : JUAN CARLOS JIMENEZ

Adjoints à la rédaction : CHRISTINE BARBEAU, MARTINE BOUCHARD-PIGEON, MARIE BRION, DANY CHARTRAND, SARAH DÉRY, CAMILLE GARNIER, SARAH LAURENDEAU, HÉLÈNE MAI, JENNIFER PITOSCIA, LAÉTITIA THÉLÈME, CHANTAL VANASSE

Révision des épreuves : PAUL ARSENAULT, LUCIE LAPORTE, MICHÈLE DETEIX

ADMINISTRATION

Chef des opérations et des ressources humaines : DUFFAY ROMANO

Responsable de la comptabilité : LYNE COUSINEAU

Adjointe administrative : NANCY TRÉPANIÉ

Responsable du financement : DOMINIQUE RACINE

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Chef du développement social : SHAWN BOURDAGES

Intervenant psychosocial : JEAN-FRANÇOIS MORIN-ROBERGE

Responsable du Café : PIERRE TOUGAS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : GUY LARIVIÈRE

Vice-président : JEAN-PAUL LABEL

Trésorier : GRÉGOIRE PILON

Secrétaire : JO REDWITCH

Administrateurs : MARIO C. DUSSEAU, ALEXANDRE PÉLOQUIN,

KATHERINE NAUD, ISABELLE MONETTE, TANIA CROISÉTIÈRE-LANGEVIN

Représentant des camelots : GABRIEL BISSONNETTE

VENTES PUBLICITAIRES 514 597-0238 poste 234

Conseillère : RENÉE LARIVIÈRE (450-541-1294)

renee.lariviere18@gmail.com

GESTION DE L'IMPRESSION

TVA PUBLICATIONS INC.

DIVISION ÉDITIONS SUR MESURE | 514 848-7000

Directeur général : ROBERT RENAUD

Chef des communications graphiques : DIANE GIGNAC

Chargée de projets : MARILYN FORTIN

Imprimeur : TRANSCONTINENTAL

Convention de la poste publication N°40910015, N°d'enregistrement 10764.

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada,

au Groupe communautaire L'itinéraire :

2103, Sainte-Catherine Est,

Montréal (Québec) H2K 2H9

PARTENAIRES MAJEURS

Canada Québec Ville-Marie Montréal

Nous tenons à remercier le ministère de la Santé et des Services sociaux de même que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal pour leur contribution financière permettant ainsi la poursuite de notre mandat.



PRINCIPAUX PARTENAIRES DE PROJETS

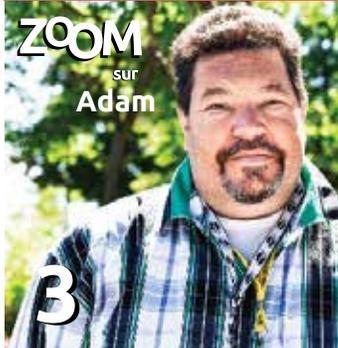


L'ITINÉRAIRE EST MEMBRE DE



Québecor est fière de soutenir l'action sociale de L'itinéraire en contribuant à la production du magazine et en lui procurant des services de télécommunications.





MOTS DE CAMELOTS

Denis Bourgeois	9
Maxime Valcourt	9
Benoît Chartier	9
France Lapointe	32
Lorraine Sylvain	32
P'tit Fred	32

SOMMAIRE

1^{er} août 2016
Volume XXIII, n° 15

ÉDITORIAL	7
Construisons notre monde ensemble Par Raphaël Canet, <i>cocooninateur du FSM</i>	
ROND-POINT INTERNATIONAL	8
RAPSIM	30
Plan de lutte à la pauvreté : une occasion à saisir Par Anne Bonnefont, <i>organisatrice communautaire au RAPSIM</i>	
COMPTES À RENDRE	31
Les camps de vacances Par Ianik Marcil, <i>économiste indépendant</i>	
INFO CAMELOTS	33
La bonne conduite Par Guy Thibault, <i>représentant des camelots</i>	
DANS LA TÊTE DES CAMELOTS	34
FESTIVAL	36
Une voix aux Autochtones Par Michel Dumont	
CINÉMA	38
Pique-nique, cinéma et justice sociale Par Norman Rickert	
VIE DE QUARTIER	40
Promenade à Longueuil Par Nicole Giard	
SCIENCES	42
Le Planétarium : l'Expérience ! Par Rose	
CONVERSATION	43
Ma deuxième vie Par Sylvain Pépin-Girard	
DÉTENTE	44
À PROPOS DU CHANGEMENT	46

DOSSIER SPÉCIAL - PAGES 10 à 29

CONVERGER LES ÉNERGIES

Quinze ans de
Forum social mondial

Des idées pour une société
plus juste

- Alimentation et agriculture
Vers plus de justice alimentaire ?
- Environnement, ressources
et énergies
Monétisation de la nature
- Alternatives économiques
Pour une monnaie plus humaine
- Rapport aux autres
Comprendre le racisme systémique
- Innovations démocratiques
*- La démocratie libérale essoufflée ?
- Compléter le système actuel*

Entrevue avec Chico Whitaker
Cofondateur du FSM
Faire de la politique autrement

Par Geneviève Bertrand, Mario Alberto
Reyes Zamora, Mathieu Thériault et
Alexandra Guellil



MOTS DE LECTEURS

Un message d'une lectrice adressé à Siou, suite à l'article qu'il a rédigé sur l'ouvrage *La bête et sa cage*, de David Goudreault :

Siou,

J'aime beaucoup tes observations et réflexions au sujet du livre que tu avais à lire. On y retrouve toute ta poésie, ta sensibilité et la précision de ton écoute. Tu as rendu vivante ton aventure de lecture de *La bête et sa cage* et ton choix de citations est tout à fait ajusté. Tu nous a communiqué le désir d'en savoir davantage, mission réussie... BRAVO, c'est vraiment bien écrit !

Martine

Les camelots sont des
travailleurs autonomes.

50 % du prix de
vente du magazine
leur revient.



ÉCRIVEZ-NOUS !

COURRIER@ITINERAIRE.CA

Des lettres courtes et signées, svp !

La Rédaction se réserve le droit d'écourter certains commentaires.

Si vous aussi vous appréciez lire les articles de nos camelots, n'hésitez pas à les encourager !

Engagez-vous, suivez nous !



7398



3118

#merci

L'ITINÉRAIRE

DE LA
SURVIE



À LA

VIE

Oui, j'appuie L'itinéraire :

- DONS
- CARTES-REPAS
- ABONNEMENT

Pour rejoindre notre service aux donateurs :

☎ 514 597-0238, poste 240

@ dominique.racine@itinaire.ca

JE FAIS UN DON DE : 40 \$ 50 \$ 75 \$ 100 \$ ou _____ \$¹

JE VEUX ACHETER DES CARTES-REPAS :

J'offre _____ cartes-repas à 6 \$ chacune = _____ \$¹

TOTAL DE MA CONTRIBUTION : _____ \$¹
DONS + CARTES-REPAS

JE VEUX M'ABONNER AU MAGAZINE :

Je m'abonne pour une période de :

12 mois, **24 numéros** (124,18 \$ avec taxes)

6 mois, **12 numéros** (62,09 \$ avec taxes)

Nom ou N° de camelot (s'il y a lieu) : _____

IDENTIFICATION Mme M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Courriel : _____

Téléphone : (_____) _____

MODE DE PAIEMENT

Chèque au nom du Groupe communautaire L'itinéraire

Visa MasterCard

N° de la carte : _____

Expiration _____ / _____
(Mois) (Année)

Signature du titulaire de la carte

Postez votre coupon-réponse au Groupe communautaire L'itinéraire
2103, rue Sainte-Catherine Est, 3^e étage, Montréal (Québec) H2K 2H9

L'ITINÉRAIRE

¹ Pour respecter l'écologie et réduire ses frais postaux, L'itinéraire envoie le reçu d'impôt une seule fois par année, au début de janvier suivant le don.

Vous pouvez faire un don directement en ligne
sur notre site www.itinaire.ca

Merci!

N° de charité de l'organisme : 13648 4219 RR0001

ÉDITORIAL

PAR RAPHAËL CANET
COORDINATEUR DU FSM
RÉDACTEUR EN CHEF INVITÉ



Forum social mondial 2016

Construisons notre monde ensemble

Du 9 au 14 août prochain, Montréal accueillera le Forum social mondial (FSM). 50 000 personnes de 120 pays sont attendues pour participer à plus de 1 500 activités.

Approfondissement des inégalités, changements climatiques, racisme et discriminations, guerres et répression, etc. Nous connaissons toutes et tous ces défis majeurs auxquels nous sommes aujourd'hui collectivement confrontés. Ce qui importe désormais de mettre en commun, promouvoir et défendre, ce sont des solutions, nos solutions, celles proposées par les groupes communautaires, par les citoyens, par les mouvements sociaux et les associations qui, au jour le jour, construisent un monde de solidarité, respectueux des limites de la planète et de l'être humain.

Le Forum social mondial est le plus grand rassemblement de la société civile qui cherche et propose des solutions aux défis de notre temps. Il faut saisir l'opportunité du FSM 2016 pour nous rassembler et profiter de ce moment d'échange pour passer de la réflexion à l'action. Le FSM est un puissant levier pour relier les acteurs du changement à travers le monde, du local au global, il ouvre un espace de convergence qui nous permet de nous renforcer et de donner de la visibilité à nos actions respectives. Depuis 2011, les soulèvements populaires et vagues d'indignation qui ont porté des foules dans les rues du monde entier témoignent d'une forte volonté de changer ce système qui ne satisfait les intérêts que d'une infime minorité, ce fameux 1 % qui accapare la majorité des richesses.

Première fois dans un pays du Nord

Cet été à Montréal, ce sera la première fois depuis son invention à Porto Alegre au Brésil en 2001, que le FSM s'installera dans un pays du Nord. L'objectif est clair : donner la parole aux sans voix, aux mouvements sociaux et citoyens d'ici afin de contribuer au changement global, en solidarité avec les peuples de partout sur la planète. Il faut transformer le monde en devenant collectivement des porteurs de ce changement et en s'extirpant de cette

position de spectateur confortablement installé dans la contemplation apathique. Changer le monde commence par se changer soi-même, puis son quartier, sa communauté, sa ville...

Le FSM 2016 offre un réel parcours d'engagement en permettant de participer à des activités festives à large déploiement, d'organiser des activités pour partager nos réflexions et proposer des pistes d'actions, de participer à des assemblées de convergences pour travailler en concertation pour construire les alternatives dont nous avons besoin et, finalement, d'aboutir au renforcement d'initiatives qui seront partagées au parc Jarry lors de l'événement final.

Rendez-vous au cœur de Montréal du 9 au 14 août 2016 pour contribuer à cette construction collective d'un monde meilleur. Nous sommes le changement, osons inventer l'avenir.

Un autre monde est nécessaire.

Ensemble il devient possible. ■

PHOTO : MILLER

ÉTATS-UNIS | Procès d'éthique pour Facebook



La fonction vidéo-streaming en direct proposée par Facebook permet la diffusion en direct d'événements sans aucune censure. Des violences policières aux États-Unis aux manifestations du mouvement

Black Lives Matters, certaines interrogations éthiques et politiques subsistent. En effet, en proposant de diffuser de telles images et bien que certaines d'entre elles aient une valeur informative, Facebook n'est pas soumis aux mêmes règles respectées par les radiodiffuseurs traditionnels. Précisons que ces vidéos deviennent puissantes et atteignent facilement un nombre record de « vues » en étant partagées à travers le monde. Cette fonction a d'ailleurs été reprise par Twitter et YouTube repoussant ainsi un peu plus loin les frontières de l'information. Face à ces critiques, Facebook a assuré qu'une équipe était chargée de l'examen du contenu en direct 24 heures sur 24, promettant de mettre en place d'autres stratégies qui éviteront la diffusion et donc la promotion d'éléments violents ou haineux. (Reuters)

BANGLADESH | S'émanciper par la radio



PHOTO : NAIMUL HAQ

Radio Meghna, une station de radio communautaire située au Bangladesh plutôt rural se démarque de toutes les autres stations. Entièrement gérées par une équipe d'environ vingt jeunes filles, certaines des émissions sont créées pour prévenir les mariages précoces ou encourager l'éducation des filles et des jeunes femmes. Bien que cette radio communautaire ait une fréquence de diffusion limitée au sud de Char Fasson Upazila, ses programmes sont considérés comme avant-gardistes puisqu'ils sont axés sur la volonté de dissiper les mythes en misant sur l'éducation du public. Celle-ci est une clé au développement, souvent freiné par les normes culturelles héritées. Certaines croyances dévalorisent en effet l'importance de l'éducation des filles, en particulier dans les zones rurales les plus pauvres. D'où l'intérêt de renforcer leurs compétences professionnelles en les intégrant autrement à la société. (IPS)

CHILI | Vers plus de sécurité alimentaire ?

Et si la consommation d'algues faisait partie des solutions pour contrer la pauvreté et la faim en Amérique latine ? C'est l'idée émise au Chili, dans les petites communautés où la pêche fait partie des activités les plus prisées. Les algues y sont très nombreuses et faciles à cultiver. De plus, elles représentent un apport sain aux régimes alimentaires. Précisons que la culture marine comporte aussi son lot d'inconvénients : les biotoxines marines, des substances toxiques produites par les algues, peuvent causer un dérèglement des chaînes alimentaires et de l'écosystème. C'est pourquoi le gouvernement chilien a pris des mesures pour que la production et la consommation d'algues restent un moyen de contrer la sécurité alimentaire. (IPS)



PHOTO : ORLANDO MILESI

L'itinéraire est membre du *International Network of Street Papers* (Réseau International des Journaux de Rue - INSP). Le réseau apporte son soutien à près de 120 journaux de rue dans 35 pays sur six continents. Plus de 250 000 sans-abri ont vu leur vie changer grâce à la vente de journaux de rue. Le contenu de ces pages nous a été relayé par nos collègues à travers le monde. Pour en savoir plus, visitez www.street-papers.org.



Ma vie sur Terre

Je suis né le 30 avril 1968 à Greenfield Park, sur la rive sud de Montréal. J'ai vécu à Longueuil jusqu'à l'âge de 6 ans, jusqu'à 12 ans à McMasterville, puis jusqu'à 14 ans à Belœil. Depuis, je vis à Montréal.

Quand j'avais 12 ans, mes parents ont divorcé. J'ai habité avec ma mère pendant 2 ans puis pendant 5 ans avec mon père, ou plutôt mon « beau-père », puisque ma mère m'a appris que l'homme avec qui elle vivait quand je suis né n'était pas mon père. Ensuite, j'ai habité chez sa sœur pendant 18 ans. Maintenant, je vis seul dans mon HLM bien éclairé avec un balcon et une chambre fermée.

À la maison, enfant et adolescent, j'étais battu par mes parents et par mes sœurs.

À l'école primaire, je me faisais battre par les élèves et par un certain prof. Des fois, j'encaissais les coups sans me défendre, de peur d'attirer encore la violence sur moi. Au secondaire, j'ai vécu du harcèlement et de la violence sans vraiment me défendre. Je n'ai jamais aimé la bataille. Je n'aime pas la violence.

Après avoir terminé mon secondaire 5, j'ai été stagiaire-concierge à l'école. Ensuite, j'ai exercé plusieurs métiers sans jamais me spécialiser dans un domaine en particulier. Toujours du travail manuel.

Je n'ai jamais eu beaucoup de succès auprès des filles. Pourtant, elles me trouvaient beau, alors je n'ai jamais compris pourquoi (?). Pour me consoler, j'allais voir les danseuses.

Si j'étais riche, je changerais de pays. J'irais vivre en France ou en Suisse, là où on parle français. Si j'étais plus riche, j'irais vivre en Chine ou en Australie, le plus loin possible du Québec. Si j'étais encore plus riche, j'irais vivre sur une autre planète pour être le plus loin possible des misères de la Terre.

DENIS BOURGEOIS
CAMELOT JEAN-TALON /
CHRISTOPHE-COLOMB



Thérapeute de la rue

En me promenant sur le trottoir, j'ai aperçu ce qui me semblait être un chien. C'était bien un chien, mais... empaillé! Je l'ai trouvé tellement beau que je ne pouvais pas le laisser là. J'ai pensé qu'il pourrait même être utile pour divertir ma clientèle. J'ai donc testé la réaction des gens devant mon nouveau compagnon.

Croyez-le ou non, le petit chien a attiré l'attention des gens au point qu'ils s'arrêtaient pour le flatter et me dire à quel point ils le trouvaient beau. À un moment donné, j'ai placé un bol de moulée et un bol d'eau devant le chien. Quand les gens venaient pour le flatter, je leur disais de faire attention parce qu'il pouvait mordre!

Mon chien est très bien traité. Contrairement aux usagers des CHSLD, il prend deux ou trois bains par semaine. Il sent bon, il est bien dans sa peau et il sème de la joie autour de lui. En le voyant, les gens retrouvent le sourire.

Quand j'enfourche mon vélo, je le place dans le panier et il admire le paysage. Je l'emmène à la pêche; je lui ai même fabriqué une petite canne à pêche et il a attrapé une perchaude de 4 pouces. Une chatte qui passait par là a eu droit à un festin puisque mon chien lui a fait cadeau de sa prise. J'ai assisté à la naissance d'une grande amitié.

J'aimerais bien faire connaître mon chien à la grandeur de la ville. Je pense qu'il a le potentiel pour devenir une grande vedette en tant qu'assistant-camelot sur quatre pattes.

Je demande aux lecteurs de me soumettre des suggestions de noms pour mon chien. Le jury sera composé de moi-même et de... chien.

À suivre.

MAXIME VALCOURT
CAMELOT AU THÉÂTRE
DU NOUVEAU MONDE



MOTS DE CAMELOTS

L'Expo 67

J'avais 9-10 ans à l'époque, mais je m'en rappelle comme si c'était hier. J'avais un passeport pour y entrer et j'ai presque tout vu : j'ai visité 113 des 115 pavillons. J'y suis allé avec ma mère, mon père, toute la famille. On avait les moyens dans ce temps-là, et la culture, ça coûtait moins cher! On se retrouvait tous sur l'île Sainte-Hélène.

L'Expo 67 a apporté beaucoup d'ouverture d'esprit et de diversité culturelle à la ville de Montréal. Ce que j'ai particulièrement apprécié, c'est le pavillon éthiopien, avec son excellent café. Je ne savais pas qu'on produisait du café en Éthiopie. C'était la première fois que j'en buvais, et j'ai aimé ça comme un petit fou. Leurs costumes étaient aussi merveilleux.

Les Olympiques de 1976

Dans ce temps-là, je ne connaissais pas les Olympiques, je n'avais aucune idée de ce que c'était. Il y avait du monde partout! Cela a développé l'économie de la ville, mais ça a aussi mis la province dans le trou. Il y a toujours des déficits à Montréal.

Voir le courage des athlètes, leur capacité à foncer, ça nous inspire à nous aussi aller au bout de soi. Nadia Comaneci, la fameuse gymnaste roumaine, m'a grandement marqué. J'avais les yeux rivés sur la télévision, je retenais mon souffle face à tous les athlètes, mais surtout en regardant Nadia. C'était beau à voir, très beau.

BENOÎT CHARTIER
CAMELOT IGA PLACE BERCY
ET MÉTRO RADISSON



2016

FORUM
SOCIAL
MONDIAL

CONVERGER
LES
ÉNERGIES

C'est la première fois que le Forum social mondial (FSM) se tient à Montréal, dans une ville du Nord. Créé à Porto Alegre (Brésil) en 2001, l'événement a été accueilli auparavant par de nombreux pays du Sud, situés autant en Amérique latine, en Asie, qu'en Afrique. Crise économique, chute du dollar ou de l'euro, évasion fiscale, corruption, dérèglement climatique, etc. Autant de constats qui provoquent un ras-le-bol de plus en plus généralisé. Point positif : cette grogne participe à la création d'innombrables alternatives qui fleurissent localement, mais aussi aux quatre coins du monde. Le mot d'ordre est de construire un monde nouveau, plus solidaire de l'être humain et respectueux des limites de la planète. Rassembler les différents acteurs du changement à Montréal, voilà un défi de taille relevé avec brio par le FSM qui tente de repousser les frontières entre le Nord et le Sud.

QUINZE ANS DE FORUM SOCIAL MONDIAL

Par Geneviève Bertrand

Créé en 2001 à Porto Alegre, au Brésil, le Forum social mondial présente une multitude d'activités portant sur le développement social, l'économie solidaire, l'environnement, les droits humains et la démocratisation. Considéré comme l'un des plus grands rendez-vous de la société civile, il s'agit d'une alternative sociale au Forum économique mondial de Davos. Retour sur les éditions antérieures.

Porto Alegre | 2001

Ce premier forum a réuni 20 000 participants provenant de 117 pays. Au cœur des discussions : la production de richesses, l'affirmation de la société civile, l'accès aux richesses et le pouvoir politique et éthique dans la nouvelle société. L'élimination de la dette des pays en voie de développement et la lutte contre les stratégies des organismes financiers internationaux, comme le Fonds monétaire international, sont des questions qui sont débattues sous le thème « *Un autre monde est possible* ».

Porto Alegre | 2002

Toujours à Porto Alegre, la deuxième édition du FSM a réuni 50 000 participants provenant de 123 pays, ce qui dépassa les attentes. Cette édition a marqué le passage d'un événement qualifié d'« anti-mondialiste » à « alter-mondialiste » ; soit d'une pensée d'opposition à la mondialisation de l'économie à une logique de mondialisation maîtrisée, juste socialement et solidaire. Parmi les thèmes majeurs : ceux de la dette du tiers-monde, des institutions financières internationales, de l'environnement et de la promotion de cette « autre » mondialisation.

PHOTO : KATIA STUART-GAGNON



Marche d'ouverture du Fórum Social Mundial à Porto Alegre, Brésil

Porto Alegre | 2003

Cette troisième édition s'est tenue sous le signe de la mobilisation contre la guerre en Irak. Cette année-là, le forum a atteint une certaine maturité en multipliant par plus de deux le nombre de délégués envoyés par rapport à l'année précédente. Les activités traitaient notamment du développement durable et démocratique, des droits de l'homme, du pouvoir politique, de l'ordre mondial démocratique, de la lutte contre la militarisation et de la promotion de la paix. Plus de 100 000 personnes y ont participé, en comptant notamment le philosophe Noam Chomsky.

Mumbai | 2004

Ce n'est qu'en 2004 que le FSM s'est tenu pour la première fois ailleurs qu'au Brésil. La ville choisie pour cette quatrième édition était Mumbai, en Inde. Plus de 60 000 Indiens sur 100 000 participants y ont pris part. Les thématiques étaient en lien avec la militarisation, la guerre et la paix, l'information, la connaissance et la culture, l'environnement et l'économie ainsi que l'exclusion, les droits et l'égalité. Le militant français José Bové, le Nobel d'économie Joseph Stiglitz et le Nobel de la paix Shirin Ebadi étaient des présences les plus remarquées.



Nathalie Guay, Responsable des relations internationales CSN, lors du Left Forum au John Jay College

PHOTO : PIERRE ROY

Marche d'ouverture du *Forum Social Mondial* à Porto Alegre, Brésil



Le forum polycentrique | 2006

La rencontre de 2006 s'est déroulée dans plusieurs pays à la fois, ce qui lui a valu l'appellation de « forum polycentrique ». En janvier à Caracas (Venezuela) avec 80 000 participants, puis à Bamako (Mali) avec 10 000 participants, en mars à Karachi (Pakistan) avec 40 000 participants, et en mai à Athènes (Grèce). Les événements de Bamako ont inauguré la tenue d'un FSM sur le continent, ce qui a donné lieu à l'organisation à l'échelle continentale d'un Forum social africain. Les questions de l'agriculture et de l'eau y ont pris une grande place.

Belem | 2009

Retour au Brésil pour la huitième édition du Forum social mondial, mais cette fois-ci à Belem, avec la participation de 100 000 personnes. À la différence des premiers forums, un article du *Devoir* publié en février 2009 a relevé une forte « présence des réseaux d'acteurs moins institutionnalisés, en particulier les réseaux de femmes, les afro-descendants et les peuples autochtones de l'Amazonie ». Ces derniers ont réclamé l'arrêt de la déforestation et des grands projets de barrages hydro-électriques qui contaminent les terres et les rivières.

Tunis | 2013

Plus de 70 000 participants étaient présents. Lors de cette édition, les débats portaient sur les liens entre les mouvements sociaux et l'islam politique, les droits des femmes et les migrants, la démocratie, mais aussi l'urgence de mettre en place un nouveau modèle économique, social et environnemental.



Marche d'ouverture du *Forum Social Mondial* à Porto Alegre, Brésil

Porto Alegre | 2005

En 2005, le FSM est revenu sur le sol brésilien avec environ 150 000 participants. C'est lors de cette édition qu'a été écrit Le Manifeste de Porto Alegre, un ensemble de douze propositions de réformes pour que les citoyens se réapproprient ensemble leur avenir. Militarisation, défense de la diversité culturelle, alternatives démocratiques et construction d'une résistance populaire sont les thèmes principaux de cette édition. Cette rencontre s'articule aussi contre l'occupation américaine en Irak, pour un plan mondial de lutte contre la pauvreté et pour une réforme en profondeur de l'ONU.

Nairobi | 2007

C'était la première fois que le FSM a entièrement été organisé en Afrique. 60 000 participants étaient au rendez-vous dans la capitale kenyane. La rencontre a été l'occasion de s'attaquer au rôle de l'Union européenne en Afrique. L'exploitation des ressources minières sur le continent par les grandes entreprises occidentales était aussi une des problématiques soulevées.

Dakar | 2011

Dix ans après sa création, cette onzième édition s'est tenue au Sénégal, rassemblant 80 000 personnes. Cette année-là, le continent traversait une série de soulèvements politiques et populaires, notamment en Tunisie, en Égypte, et en Algérie. Des problématiques liées à la souveraineté alimentaire, la charte des migrants, les biens communs et le rôle de la femme dans la société y ont été discutées.

Tunis | 2015

Cette édition a rassemblé 47 000 participants dans la capitale tunisienne. Cinq principaux thèmes étaient au menu : la citoyenneté et l'éducation ; les migrations ; la transition écologique, l'économie sociale ; la lutte contre le réchauffement climatique et la gestion de l'eau ; et enfin l'accès aux droits fondamentaux. À cause d'attentats qui ont eu lieu quelque temps avant le forum, les thématiques ont été modifiées mettant la question du terrorisme au centre de plusieurs débats.

DES IDÉES POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

Changer notre société ne se fait pas du jour au lendemain. C'est la raison pour laquelle nous avons défini cinq problématiques en lien avec celles du Forum social mondial. En dressant un constat précis, nous tentons d'y répondre en proposant des solutions débattues tout au long de ce grand dossier.

ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Tout commence par la façon dont nous nous nourrissons. Quels sont les impacts des productions agricoles sur notre santé ? Sur les inégalités sociales ? Selon un récent rapport de la FAO, « l'agriculture représente une source croissante de gaz à effet de serre, mais aussi une voie potentielle d'atténuation du changement climatique grâce au stockage du carbone dans les sols et la végétation ». Ainsi, lorsqu'elle est industrielle, l'agriculture est responsable d'une majeure partie de la destruction écologique et de la disparition de milliers d'espèces végétales et animales.

LE RAPPORT AUX AUTRES

De la crise raciale aux États-Unis à la crise des migrants, avec le déplacement des populations et les difficultés économiques, beaucoup de tensions entre les peuples sont (ré)apparues. Quelles seraient alors les solutions pour plus de tolérance ? Comment parvenir à rétablir le dialogue en évitant la montée des nationalismes extrêmes ?

ENVIRONNEMENT, RESSOURCES ET ÉNERGIES

Les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) accentuent le dérèglement climatique. Selon l'organisme Équiterre, le Québec consomme actuellement environ 135 millions de barils de pétrole par année, soit 38 % de toute l'énergie consommée. Il s'agit de la deuxième source d'énergie consommée par les Québécois derrière l'électricité (40 %). Autre chiffre saisissant : « En 2008, le Québec a consommé pour 18,4 G \$ de produits pétroliers, dont 15 G \$ étant sortis de l'économie, soit près de l'équivalent du budget de l'éducation. »

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

Avec la crise économique, les différents scandales associés aux paradis fiscaux provoquant de plus en plus d'inégalités et d'injustice fiscale, des initiatives sont créées afin de concevoir autrement la monnaie d'échange.

INNOVATIONS DÉMOCRATIQUES

De plus en plus de citoyens ne font plus confiance aux actuelles instances politiques. Corruption, mensonges, scandales ou augmentation des inégalités sociales, le système dit de représentativité, matérialisé par les élections, semble de moins en moins répondre aux besoins des citoyens.



Alimentation et agriculture

Vers plus de justice alimentaire ?

PAR ALEXANDRA GUELLIL

En 2010, environ 40 % de la population montréalaise n'avait pas accès à des fruits et légumes frais à distance de marche. Chez les personnes défavorisées, cette proportion atteignait 34 %.

Autre donnée tout aussi troublante, plus de 55 % de personnes étaient concernées par ce problème d'accessibilité dans certains secteurs de l'île de Montréal. Ces chiffres, révélés par une étude de la direction de la santé publique, prouvent qu'il reste encore beaucoup à faire pour contrer ces déserts alimentaires.

Directeur général du Carrefour alimentaire Centre-Sud, Jean-Philippe Vermette plaide pour plus de justice alimentaire c'est-à-dire permettre « un meilleur accès pour tous à une alimentation saine, abordable et culturellement acceptable prenant en compte à la fois les questions de fraîcheur et de provenance des aliments ».

Pour M. Vermette, l'offre alimentaire « est tellement mauvaise que l'on se retrouve non plus dans des déserts alimentaires, mais des marécages. C'est-à-dire que dans beaucoup de quartiers centraux, il y a un manque d'accessibilité à des produits frais, comme les fruits et les légumes, par exemple ». C'est donc pour répondre à ce manque que le projet pilote des « dépanneurs fraîcheur » est né. L'idée est d'envoyer un autre message, « plus positif » au consommateur assurant qu'il est possible d'acheter des fruits et des légumes au dépanneur. Actuellement, neuf dépanneurs situés dans les quartiers Saint-Henri, Centre-Sud, Lachine et Bordeaux-Cartierville ont accepté de relever le défi en installant un kiosque à fruits et légumes dans leurs établissements.

Le juste prix

Pour Jean-Philippe Vermette, les campagnes de publicité et le contexte culturel sont généralement tournés vers la malbouffe ou le prêt à manger. « Il y a une sous-évaluation des prix des aliments qui cause de nombreux dommages sur la santé. Il faudrait parler du juste prix des aliments, c'est-à-dire faire en sorte que le coût de production des fruits et légumes soit autant subventionné que celui du porc ou bœuf », explique-t-il précisant que le financement de certaines filières plutôt que d'autres est avant tout un choix politique.

L'homme plaide aussi pour ce qu'il appelle le juste prix, c'est-à-dire le montant auquel devrait revenir une tomate ou une livre de viande tout en étant adapté à la réalité des consommateurs. « Il s'agit de faire en sorte de trouver un juste prix pour les fruits et légumes

frais afin d'assurer la viabilité de la consommation comme de la production. En d'autres termes, trouver une façon de faire la transition pour modifier nos habitudes de consommation. »

Questionné au sujet de l'industrie bio, Jean-Philippe Vermette plaide davantage pour favoriser les aliments locaux et l'équitable avant le biologique, notamment en raison de la réglementation qui diffère en fonction que l'on se trouve au Québec, en Californie ou encore au Costa Rica, des zones qui ont chacune leurs propres processus de labélisation. « La première preuve de confiance qui doit s'établir, c'est celle de la connaissance pour le consommateur, de son producteur et ensuite, de la façon dont les aliments sont produits », précise-t-il avant d'ajouter qu'« au Québec, nous avons environ deux millions d'hectares en culture dont 1,7 million est réservé à faire vivre deux industries : celle du bœuf et celle du porc ».

Il serait donc complètement illusoire, selon lui, de penser que le biologique pourrait ne pas suffire à la planète en terme d'alimentation. « C'est un faux raisonnement. Ce dont il faut se rendre compte, c'est que si nous ne changeons pas nos habitudes alimentaires, nous aurons besoin des OGM pour subvenir à nos besoins. Il faudrait donc s'interroger sur notre consommation de viande et de lait, deux cultures qui nous ont été données dans une époque qui est aujourd'hui révolue. Ensuite, il faut réfléchir à la façon dont on peut produire moins et mieux. »

Et l'agriculture urbaine ?

Éric Duchemin est professeur à l'Institut des sciences de l'environnement à l'UQÀM et directeur du Laboratoire sur l'agriculture urbaine. Quand il lui est demandé de tirer un constat sur notre vision de l'alimentation et l'agriculture, il dit penser que les citoyens ont une plus grande conscience collective menant vers un mouvement social de plus en plus généralisé. « Ce n'est plus tant la question de savoir comment on mange, mais plutôt de savoir comment les aliments nous arrivent. La question porte donc sur le système alimentaire, sur lequel les citoyens n'ont plus de contrôle ».

De là interviennent toutes les questions liées à l'agriculture urbaine qui permet « un développement des systèmes alimentaires sur lesquels les consommateurs ont une mainmise ». Le contrôle du marché alimentaire dévierait donc des grandes industries vers plus de solidarité citoyenne. Cette agriculture dite urbaine, Éric Duchemin la caractérise par « toutes les actions de faire pousser ou

planter une plante dans le but d'instaurer plus de justice alimentaire, c'est-à-dire faire en sorte que les citoyens puissent manger les aliments de qualité à proximité ».

La question de la réappropriation du territoire est aussi primordiale. À ce sujet, c'est la ville de Détroit, aux États-Unis qui a su se démarquer depuis quelques années. À la seconde moitié du 20^e siècle, la ville emblématique de l'industrie automobile américaine a traversé une crise économique qui s'est matérialisée par la baisse de sa population : alors que la ville comptait 1,85 million d'habitants en 1950, seules 713 000 personnes y étaient recensées en 2010, soit une diminution de 61 %. Ayant misé son développement économique sur un seul secteur, l'automobile, de nombreuses tensions sociales et raciales sont apparues.

La ville est considérée comme la plus pauvre agglomération du pays : le tiers de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Les emplois ont été délocalisés, du centre vers les banlieues ou même d'autres villes tandis que les terrains vagues et abandonnés se sont multipliés au fil des ans, créant ainsi une réelle rupture paysagiste. N'arrivant plus à répondre à ses besoins primaires, la ville est au bord de la faillite. La solution est venue des habitants qui ont choisi de réutiliser les terrains vagues et d'y installer des potagers, jardins communautaires et fermes urbaines.

Détroit est l'exemple clé qui révèle à quel point la réappropriation du système alimentaire est primordiale. Pour Éric Duchemin, « l'agriculture urbaine permet au citoyen de se réapproprier son milieu de vie, de le transformer ». À ce sujet, de plus en plus de quartiers montréalais mettent à disposition des citoyens des plantes potagères en libre-service. « Si à une certaine époque, le même procédé était utilisé pour les fleurs, il s'agit d'un mouvement qui permet de remédier à l'insécurité alimentaire. Je crois aussi que l'utilisation des trottoirs est une des avenues qui révèle que les jardins communautaires ne sont pas la seule possibilité de remédier à l'insécurité alimentaire ». Les initiatives qui participeront à éduquer autrement les citoyens foisonnent de plus en plus à Montréal et ailleurs. ■

RECONNAÎTRE UN DÉSERT ALIMENTAIRE

Cette expression est née au Royaume-Uni et renvoie à l'image de quartiers urbains pauvres, laissés à l'abandon par les distributeurs alimentaires. L'expression réfère aux « quartiers défavorisés des villes où les commerces alimentaires étaient soit inexistant, soit inadéquats dans leur offre d'aliments ». Selon les chercheurs, la référence aux déserts alimentaires renvoie à l'accès aux aliments comme élément important d'influence sur les choix alimentaires. Certaines études s'intéressent ainsi à la présence de supermarchés, perçus comme les endroits les plus susceptibles d'offrir une plus grande variété d'aliments sains à des prix abordables. À ce sujet, le consensus n'est pas établi puisque la prise en compte des seuls supermarchés a soulevé différentes controverses.

PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA





Environnement, ressources et énergies

Monétisation de la nature

PAR ALEXANDRA GUELLIL

Professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, Riccardo Petrella préside l'Institut européen de recherches sur la politique de l'eau. Initiateur et promoteur de l'initiative internationale « *Déclarons illégale la pauvreté* », le politologue et économiste revient sur les liens entre l'eau, les inégalités sociales et la marchandisation.

Quel constat faites-vous quant à notre gestion actuelle de l'eau ?

Depuis ces trente dernières années, la tendance s'accroît vers la marchandisation de l'eau d'une part, et la privatisation des services publics d'autre part. Ces deux points n'ont cessé de s'imposer, étant donné que les forces sociales au pouvoir sont liées à une conception libérale, capitaliste et marchande de la vie et du monde. Il est vrai que dans plusieurs pays, on continue à lutter et à s'opposer à la marchandisation et à la privatisation, mais on assiste globalement à une financiarisation de la vie et une monétisation intégrale de la nature. Ce qui est contraire à ce qui devrait naturellement être la conception prédominante, c'est-à-dire que l'eau est un droit humain et un bien commun public et mondial. Deux principes qui restent au cœur de plusieurs luttes sociales et environnementales, parfois avec des succès relatifs. En d'autres termes, l'eau est un bien commun et public et un droit universel, mais malheureusement la réalité est autre. Même après la guerre de l'eau en Bolivie et autres manifestations, et même si nous sommes parvenus à faire reconnaître par l'assemblée générale de l'ONU, le 28 juillet 2010, que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement était un droit humain en soi. Mon impression est donc à demi-teinte.

Quelles sont les conséquences de la marchandisation et de la privatisation des ressources ?

Je crois que cela a des conséquences importantes d'abord sur le vivre ensemble parce que, finalement les citoyens ont accepté ce principe antihumain, anti-solidaire et antisocial. Comme si on reconnaissait que nos droits ont des coûts. Ainsi, le consommateur ou bénéficiaire de l'accès aux biens importants ou vitaux n'a pas d'autre choix que de payer ce droit. C'est la plus grande conséquence négative vis-à-vis de la conception de la vie parce que les dominants ont réussi à faire adopter une tout autre vision économique des droits humains. Alors que jadis cette dernière était plus

ou moins correcte puisqu'il y a quelques années, on reconnaissait l'obligation de la collectivité de faire respecter les droits des citoyens, notamment sur une prise en charge fiscale commune.

Vous défendez notamment l'idée que l'on aurait transformé la vision de la vie et de la nature. Pourquoi ?

En 2012, en conclusion du troisième Sommet mondial de la Terre à Rio de Janeiro, on a de manière formelle admis qu'il était légitime de monétiser l'ensemble des formes vivantes. C'est-à-dire que la collectivité mondiale a accepté de capitaliser les ressources naturelles. Cela signifie que l'on a perdu là cette vision sacrée de la vie pour l'instrumentaliser et la rentabiliser. C'est extraordinaire à quel point cela peut détruire le vivre ensemble, fragiliser ou fragmenter les liens d'union, de solidarité, de mutualité, de respect, de reconnaissance de l'autre. Je crois que le conflit social planétaire n'est plus entre le capital et le travail comme au 19^e siècle, mais plutôt une bataille contre la prétention de détenir le capital de la vie et donc notre survie. D'où l'importance d'une prise de conscience pour ne pas croire que tout est résolu, et ce malgré les progrès que nous faisons.

Imaginer des solutions concrètes n'est-il pas en quelque sorte utopiste ?

Les solutions sont celles que l'on nous enseigne à travers l'Histoire. Que ce soit contre l'esclavage, l'absolutisme ou encore contre l'exclusion des femmes, il a fallu lutter. Cette solution est donc à la fois évidente et très difficile parce qu'une lutte bloquerait l'évolution actuelle. Théoriquement, à chaque fois que l'on propose des solutions qui sortent d'un cadre défini par les institutions et les dominants, on est accusé immédiatement de manque de réalisme, de manque d'approche pragmatique ou encore d'être utopiste. Les solutions existent et sont même à portée de main puisque certaines d'entre elles étaient appliquées dans le passé.

En quoi une autre vision de la fiscalité pourrait-elle être une des solutions ?

Si on a aujourd'hui une vision négative de la fiscalité, il faut savoir qu'elle a aidé à l'une des grandes révolutions sociales. Mais, comme je l'explique dans le livre *Au nom de l'Humanité*, le cœur des

solutions à bon nombre de nos problèmes se situe au niveau de la finance. Il faudrait, par exemple, profiter du scandale des Panama Papers pour enfoncer le clou. Ce scandale révèle la nature criminelle de la finance actuelle et l'une des solutions immédiates est que la communauté internationale soit cohérente avec les principes de liberté, d'égalité, de paix, etc., en déclarant hors la loi le secret bancaire et les paradis fiscaux. Deuxième solution immédiate et possible : remettre le pouvoir décisionnel monétaire et financier sur le marché financier. Par exemple, pourquoi acceptons-nous que la Banque centrale européenne (BCE) ait plus de pouvoir que l'ensemble des États européens réunis ? C'est-à-dire que la BCE est totalement indépendante et n'a de compte à rendre à personne, ce qui est l'inverse pour les pays. C'est pourquoi je pense qu'il faut donner au pouvoir politique représentatif élu le mandat d'être responsable de la politique monétaire et financière. Aussi, pourquoi permettre que des entreprises cotées en bourse puissent devenir propriétaire des hôpitaux et des universités ? Cela n'a pas de sens ! Il faut absolument modifier ce rapport de force.

Quelle place accordez-vous aux énergies renouvelables et précisément à l'eau dans cette nouvelle manière de concevoir nos ressources ?

Il est fondamental que l'on passe d'une vision prédatrice à une vision pacifiste de la vie, avec un principe de régénération de la vie concrétisée par les énergies renouvelables qui servent à réduire notre empreinte écologique. Sans cela, nous participons à détruire davantage le capital biotique de la terre et d'eau renouvelable de la planète. Rappelons-nous que depuis août 2015, selon l'organisation non gouvernementale Global Footprint Network, toutes les ressources naturelles renouvelables que la planète peut produire en

un an ont été consommées. Cela signifie que nous puisons dans les réserves de la Terre. Et les énergies renouvelables servent à respecter le principe de régénération de la vie qui permet la multiplication et la préservation des espèces. Et sans eau, ces principes ne tiennent pas debout. C'est pour cela que l'on ne peut pas établir ses paramètres en fonction de sa rentabilité.

Vous avez été l'initiateur et le promoteur de l'initiative internationale « Déclarons illégale la pauvreté ». Quelles seraient les étapes pour y parvenir ?

L'important est d'entamer un processus. Il me semble qu'il faut agir à la fois sur l'éducation des peuples ainsi que sur l'instrument financier et les formes institutionnelles. Une loi qui reconnaît l'inégalité des facteurs structurels de la pauvreté n'exclut pas les processus d'exclusion. Il faut continuer de montrer que la pauvreté engendre l'exclusion et travailler sur les conceptions et les imaginaires collectifs. Ensuite, il faudrait travailler sur des nouvelles stratégies politiques et financières pour tendre vers une démonétisation des ressources et plus de transparence.

Malgré la crise, quelles sont les raisons qui vous permettent de continuer d'y croire ?

Si je m'entretiens avec vous, cela signifie que je crois fermement que l'Histoire n'a pas déjà été écrite et qu'il n'y a pas d'inévitabilité. Personne ne peut arrêter les peuples en marche vers leur dignité, leur liberté ou pour la justice. C'est vrai que cela a pu prendre plus de temps parfois et qu'il y a eu des difficultés à surmonter, l'Histoire nous l'a prouvé, mais on ne peut pas les arrêter indéfiniment. Je crois en des luttes qui méritent non seulement confiance, mais également enthousiasme et force. ■

Riccardo Petrella

« On n'élimine pas les causes structurelles de la pauvreté par des déclarations, il faudra du temps, une ingénierie culturelle, financière et institutionnelle, donc politique »



PHOTOMONTAGE : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA



DÉCRYPTAGE

PAR MARIO ALBERTO REYES ZAMORA
PHOTOGRAPHE STAGIAIRE



Alternatives économiques

Pour une monnaie plus humaine

De plus en plus, on constate que le système économique actuel ne correspond plus aux défis humains et écologiques de notre ère. L'une des solutions pour mieux y faire face est la monnaie locale, une monnaie qui redonne le pouvoir de l'argent au citoyen.

Philippe Derudder est un ancien chef d'entreprise. Il a démissionné en 1992 et ce, même si sa compagnie était prospère. Son souhait était de réfléchir à la manière de mettre l'économie et la monnaie au service de l'humain et de la planète. Il a écrit et co-écrit plusieurs ouvrages sur le sujet. « *L'humanité est piégée et paralysée par les problèmes monétaires actuels* », amorce-t-il.

Les monnaies locales complémentaires constituent un outil qui n'est pas une finalité en soi, et sont aussi une façon de se réapproprier le pouvoir : « *Cela ne durera peut-être pas, mais c'est certainement un moyen de permettre aux citoyens du monde de reprendre le pouvoir sur cet outil et de le redéfinir autrement, pour qu'il serve véritablement à faire la transition vers un nouveau monde. Ce monde sera ce qu'on décidera d'en faire, il émergera de ce qu'on va comprendre de l'ancien.* »

Une histoire millénaire

Des traces de la monnaie complémentaire auraient été découvertes dans la Haute-Égypte, il y a plusieurs milliers d'années. En plus de la monnaie officielle qui était constituée de métaux précieux, les « ostracons » servaient en effet aux échanges quotidiens. Durant le Moyen-Âge, des monnaies complémentaires ont aussi eu cours en Europe. Il y a eu jusqu'à 17 monnaies locales complémentaires à cette époque.

Au cours de l'Histoire, on remarque que les monnaies complémentaires ont eu tendance à être créées lors des différentes crises économiques touchant la monnaie nationale. Par exemple, elles sont réapparues pendant la crise économique de 1929. Philippe Derudder rappelle qu'au moment de la Grande Dépression, une expérience en Autriche a permis d'essayer une monnaie locale dans le but de redynamiser l'économie, réduire la dette, limiter l'inflation et contrer le chômage. De bons résultats ont alors été observés, mais la Banque Centrale considérait que c'était une violation de son pouvoir et a stoppé l'initiative. Plus récemment il y a eu, après la crise financière de 2008, un nouvel envol des monnaies locales.

Bien que la plupart des projets aient duré plus ou moins longtemps, certains ont réussi à s'imposer. Présentement, à Bristol en Angleterre, 10 % de la population utilise la monnaie complémentaire. Certaines taxes locales peuvent être payées dans cette monnaie, et même le maire de la ville reçoit une partie de ses indemnités en livres de Bristol.

Humaniser les échanges

Selon Philippe Derudder, le système monétaire actuel conduit l'humanité à sa perte. « *On va vers une catastrophe, annonce-t-il, soit par le dérèglement climatique, soit par l'épuisement des ressources, soit par la pollution de nos environnements naturels* ».

Les principaux avantages des systèmes des monnaies complémentaires sont de soutenir et de dynamiser l'économie locale. Le fait que la marchandise n'est pas transportée sur de longues distances permet de réduire son impact environnemental. C'est un moyen de combattre la mondialisation, ses répercussions, ses excès et ses dérives. En achetant local, on paye parfois plus cher, mais on gagne en qualité. Les fruits et légumes sont plus frais et ont meilleur goût. Le contact avec les producteurs est direct et plus humain.

Une monnaie citoyenne

Une monnaie locale est créée et administrée par des citoyens. Quiconque le souhaite peut amorcer un tel projet. Pour commencer, il faut constituer un groupe fondateur de citoyens bénévoles qui ont l'envie et le temps de s'investir. Il s'agit aussi de trouver des commerçants et des producteurs prêts à collaborer. La mise en place de ces systèmes peut prendre de quelques mois à plusieurs années. Plus l'implantation est rapide, moins les bases du mouvement seront solides. Une étape importante consiste à définir les valeurs que le mouvement veut préconiser ; cela peut se traduire par la rédaction d'une charte des valeurs que les commerçants participants devront appliquer. Après, on doit réfléchir sur la forme de monnaie que l'on désire utiliser : monnaie électronique, billets de papier, etc.

Pour que le projet soit optimal et assurer une bonne circulation de la monnaie, la communication pour sensibiliser et intéresser la population est essentielle.

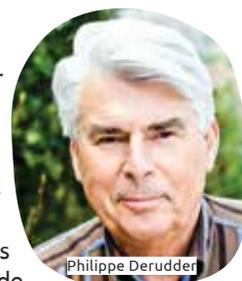


PHOTO : COURTOISIE

Philippe Derudder



Martin Zibeau

Un exemple québécois : le demi-gaspésien

Ici même au Québec, un projet de monnaie locale complémentaire a été mis en place : le demi gaspésien. Il a été fondé par Martin Zibeau et Patrick Dubois, des citoyens engagés qui ont décidé de s'impliquer dans une coopérative de solidarité à Carleton-sur-Mer.

Martin Zibeau explique que l'idée leur est venue autour d'une bière, au début de l'année 2015. Pour économiser temps et argent, ils ont décidé d'utiliser la monnaie officielle canadienne en coupant simplement les billets en deux, d'où le nom demi gaspésien. Présentement, une vingtaine de commerces utilisent de temps en temps le demi, quand ils veulent. Ils proviennent de divers milieux : l'alimentation, la vente au détail, les auberges, etc.

Son plus grand avantage réside dans son caractère entièrement citoyen, dénué de tout lien bancaire ou gouvernemental. « *Nous n'avons pas l'appui du gouvernement parce qu'on ne l'a pas demandé. C'est une initiative citoyenne qui vise à se réapproprier la fonction de l'argent. En coupant les billets en deux, les gens n'iront plus à la banque, ne pourront plus les accumuler et faire de l'argent avec de l'argent. Ça devient quelque chose qu'on utilise au quotidien et il n'y a plus de spéculation autour de l'argent.* »

Un système démocratique

S'il ne peut être accumulé, le demi doit donc être en circulation constante pour que le système fonctionne, en comparaison du dollar canadien. On peut aussi refuser le demi, alors que le dollar officiel est accepté partout et par tous. Mais cela a de bons côtés : étant donné que le client et le marchand doivent prendre le temps de discuter avant de s'entendre sur l'utilisation du demi, des liens peuvent se créer et rendre les transactions plus humaines.

Le demi gaspésien est aussi démocratique : tout le monde peut couper les billets officiels pour le créer. Il n'y a pas de charte de valeurs et toutes les compagnies à travers le Canada peuvent l'utiliser. D'autant plus qu'au Canada, aucune loi n'empêche les gens de modifier les billets, contrairement aux pièces de monnaie.

Certains commerces sont trop gros pour accepter le demi gaspésien car la majorité de leurs transactions se font par chèque ou virement bancaire. On ne pourrait par exemple pas utiliser le demi chez Walmart.

L'utilisation du demi est cartographiée sur le site web horizonsgaspésiens.net afin d'assurer un suivi. Il est certainement utilisé dans d'autres endroits sans être répertorié.

D'ailleurs, à l'origine, Martin Zibeau et Patrick Dubois pensaient créer une monnaie pour la Gaspésie. Mais finalement, au lieu d'être une monnaie à échelle géographique, c'en est une à échelle humaine qui peut dépasser les frontières. ■

À MONTRÉAL AUSSI !

Un projet de monnaie locale pour la région de Montréal est présentement en cours d'étude. L'objectif était au départ de créer une monnaie locale complémentaire pour Villeray, mais le projet s'est rapidement développé. François Geoffroy et Amelia Zaaza, deux des instigateurs, ont eu l'appui de 150 personnes et des experts ont aussi offert leur aide pour créer une monnaie locale. La durée prévue pour la mise en place est de un à deux ans. Le projet est encore aux premiers stades : définir la forme, la valeur et le nom de la nouvelle monnaie. Le grand défi sera de la faire vivre en ayant un nombre suffisant de membres, donc d'utilisateurs. Elle ira rejoindre le demi-gaspésien et les quelque 5 000 monnaies locales en circulation dans le monde.



Rapport aux autres

Comprendre le racisme systémique

PAR ALEXANDRA GUELLIL

Les tensions raciales entre les communautés ne sont pas le seul lot des États-Unis. C'est en tout cas le message porté par le cofondateur et porte-parole du mouvement citoyen Montréal-Nord Républick, Will Prosper, qui est aussi documentariste, militant pour les droits civiques et ancien policier. Regards sur une réflexion qui devrait aussi, selon lui, concerner le Québec.

On a beaucoup entendu parler de vous avec les événements d'avril dernier à Montréal-Nord qui visaient à dénoncer les morts de Fredy Villanueva et de Jean-Pierre Bony, tous deux abattus lors d'interventions policières. Commençons par décrire l'importance du mouvement citoyen Montréal-Nord Républick...

C'est un mouvement qui a été créé en 2008, suite à la mort de Fredy Villanueva. Avec ce mouvement, nous avons organisé plusieurs marches et effectué plusieurs revendications, dont celle de mettre en place une commission d'enquête sur les circonstances de sa mort. Les actions sont menées pour mettre fin au profilage racial et reconnaître que tant qu'il y aura de l'insécurité économique, il y aura de l'insécurité sociale. Avec la mort de Jean-Pierre Bony, on a soulevé plusieurs questions, dont celles liées à la stigmatisation des communautés noires de Montréal.

Vous vous intéressez au profilage racial notamment chez les policiers. Comment définissez-vous ces manifestations précisément ?

Il y a plusieurs types de profilage racial. Souvent, on l'analyse sur le fait que les policiers vont cibler une personne dans la rue et l'interpeller juste à cause de sa couleur de peau. C'est ce que l'on appelle aussi le délit de faciès. Dans ce premier cas, la plus grande difficulté est de prouver en quoi ce policier commet un profilage racial dans le sens où ce dernier ne l'admettra jamais. C'est pourquoi je préfère parler plutôt de racisme systémique. Quand on prend l'ensemble des actions policières et pas seulement les actions liées à l'emploi, au logement ou autres facteurs, on se rend compte que ce profilage peut être défini comme la discrimination négative de citoyens qui sont alors victimes de traitements différentiels à cause d'une couleur de peau.

Vous ne retenez que la couleur de peau dans cette définition ?

Non, pas nécessairement. Cela peut être aussi en raison du faciès ou d'un symbole religieux. On peut le voir dans des exemples comme

celui le plus récent en date et tout proche d'ici, dans le quartier Ahuntsic-Cartierville, où plusieurs résidents ont voté contre l'usage d'un centre communautaire comme lieu de culte pour les musulmans.

Le racisme systémique a tendance à effrayer lorsqu'on ignore comment le définir. Quelle serait votre définition ?

C'est quand plusieurs paliers institutionnels font en sorte que des personnes racisées, appelées aussi « minorités visibles », n'ont pas accès à certains emplois, logements ou ont un traitement différentiel. Un peu comme la définition du profilage racial, mais sur une base systémique, c'est-à-dire pas uniquement propre à un quartier, à une ville ou à une province. Prenons l'exemple de Montréal-Nord, la circonscription la plus pauvre à travers tout le Canada*, beaucoup de jeunes vivent sous le seuil de la pauvreté. Ce jeune va être suivi par la police, s'il monte sur un mobilier urbain, crache ou autre, il recevra un ticket. La police le suivra jusqu'à ce qu'il commette une infraction et l'arrêtera, officiellement pour être identifié. Le jeune ne pourra pas payer son ticket, sera criminalisé, stigmatisé jusqu'à supposément appartenir à un gang de rue. Par la suite, non surveillé, il aura sept fois plus de chances de se faire arrêter pour possession de marijuana, de se faire traduire devant la justice, de recevoir des peines plus longues et d'être placé en isolement. Au retour dans son quartier, il sera plus surveillé par la police. C'est donc l'exemple d'un système qui criminalise les jeunes.

Parler de racisme au Québec, est-ce quelque chose de facile et lié à l'ouverture ?

Non, juste en parler au Québec versus l'Ontario par exemple, c'est extrêmement difficile parce que la réalité est autre. Beaucoup de personnes vont parler du *Québec Bashing* alors qu'il n'en est rien puisque les statistiques et les faits parlent d'eux-mêmes. Tous les facteurs le prouvent, mais malgré tout on n'ose pas en parler parce que c'est comme se regarder dans le miroir et se demander si on est raciste. Or, ce que je pense, c'est qu'il y a un certain nombre de problématiques et qu'en tant que citoyens, nous nous devons d'en

* Selon les chiffres officiels, en 2011, le taux de chômage dans l'arrondissement était de plus de 14 %, soit 4 % de plus que la moyenne montréalaise ; 41 % des habitants sont issus des minorités visibles et 33 % sont nés à l'extérieur du Canada.

parler pour veiller à améliorer la situation. Si on essaye de fermer ce discours-là, on ne fera qu'enfermer le racisme. Quant à la question de savoir s'il s'agit d'un problème d'ouverture, c'est complexe de répondre à cette question. Je me souviens de l'énorme solidarité qu'il y a eu envers le peuple haïtien lors du tremblement de terre inversement aux réactions lors d'autres événements. La question identitaire du peuple québécois y est pour beaucoup. Et il y a peut-être une distinction à faire entre un Québécois de Montréal et un Québécois dans une région qui connaît moins l'immigration et accorde une importance réelle aux « radios-poubelles ».

En observant la fracture sociale et la crise raciale aux États-Unis, peut-on se permettre de nuancer la situation au Québec et au Canada ?

Nous faisons souvent à tort cette comparaison avec les États-Unis en pensant que la situation est pire là-bas. Mais, il faut comprendre aussi que la population noire aux États-Unis est plus nombreuse que la population canadienne. C'est donc certain que les cas seront plus nombreux qu'ici. De plus, une étude réalisée par le CREMIS a révélé que « *les jeunes Noirs de Montréal étaient deux fois plus susceptibles que les jeunes Blancs d'être arrêtés par la police, un taux pire qu'aux États-Unis* ».

UNE COMMISSION SUR LE RACISME SYSTÉMIQUE

Présidente de l'organisme Québec inclusif, Émilie Nicolas est l'instigatrice de la pétition demandant une commission sur le racisme systémique. Cette mobilisation s'est créée suite à l'affaire Jean-Pierre Bony et aux recommandations faites par le collectif Montréal-Nord Républick et Montréal-Nord. Le racisme systémique, elle le définit comme « *des habitudes sociales et structurelles, souvent inconscientes, qui font en sorte d'accorder plus de valeur ou d'avoir plus d'empathie et de compréhension envers un groupe de personnes au détriment d'un autre sur les bases de la couleur de la peau* ». Mme Nicolas revient aussi sur la comparaison avec la situation aux États-Unis qui est, selon elle, à double tranchant, ayant la « *fâcheuse tendance à nous conforter dans un état d'esprit que ce problème n'existe pas au Québec et au Canada* ». Or, elle soutient que pour comprendre la façon dont le racisme se manifeste, le débat se doit de rester ouvert auprès des politiques comme des citoyens. Au moment de mettre sous presse, Alexandre Cloutier se disait favorable à la mise en place d'une telle commission. Le candidat à la direction du Parti québécois estimait en entrevue à *Radio-Canada* qu'il était « *évident qu'il y [avait] une discrimination à l'embauche au Québec* ».

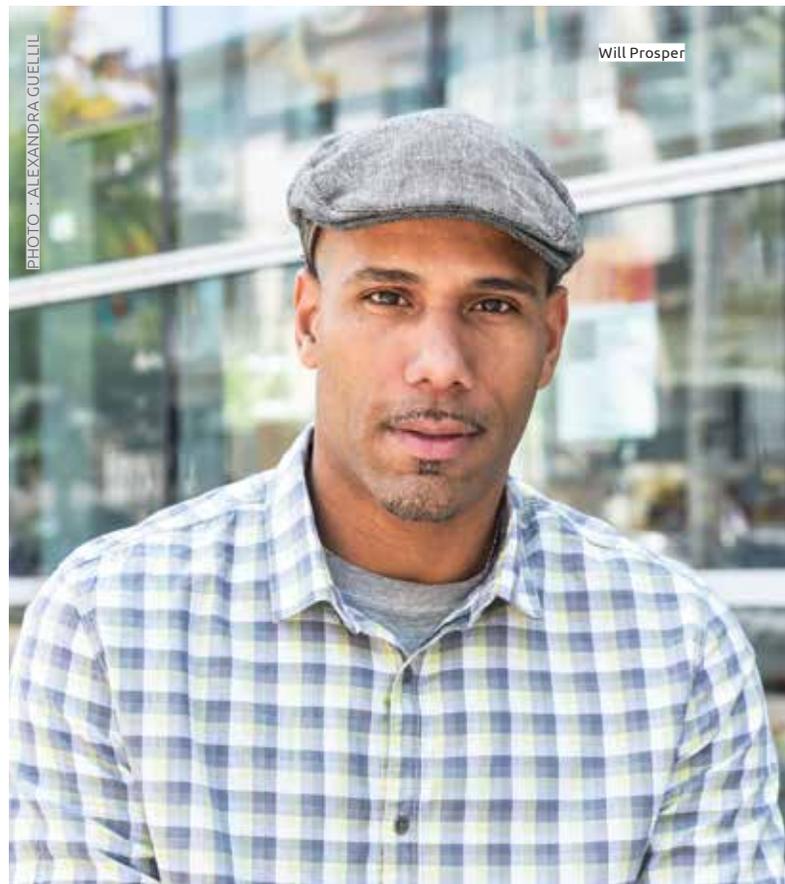
Pétition : assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-6081/index.html

Lors de sa venue au Québec, Marine Le Pen, présidente du Front national en France, a ravivé en quelque sorte le débat sur le communautarisme et l'assimilationnisme. Qu'en pensez-vous ?

Je crois qu'au niveau politique, nous suivons plutôt une doctrine assimilationniste. Au Québec, il y a une question identitaire très importante qui nous permet de nous éloigner un peu du communautarisme à la française. Cette question de l'identité est à prendre en considération : le peuple francophone dans un océan anglophone tend souvent étonnamment à se refermer plutôt qu'à s'ouvrir aux autres. Cette fermeture vise à protéger leur culture au lieu de s'ouvrir aux différents peuples qui viennent ici et de tisser les liens. On le voit au niveau économique, politique et même médiatique. Les jeunes vont donc écouter des programmes différents, où ils se sentent plus représentés.

Quelle perception avez-vous de ces jeunes, justement ?

En travaillant auprès d'eux, je les vois avec la volonté de s'ouvrir et de changer les choses. On l'a vu lors de la dernière crise étudiante, ils ont su s'organiser pour créer différentes mobilisations et faire valoir leurs idées. On parle souvent de l'éducation des jeunes, mais parfois nous devrions aussi parler de celle de nos aînés. Quand je me promène à travers les écoles, je suis souvent surpris par la manière dont ils parlent, se mélangent ou s'organisent. Je vois énormément de projets créés par les jeunes qui veulent faire un changement. Souvent à cause de certains préjugés, on évite de les impliquer afin qu'ils se réapproprient ces projets. Il y a donc différents facteurs à prendre en compte pour comprendre cette jeunesse et réussir à créer de réels ponts. Quand on habite un quartier défavorisé, il ne faut pas oublier que le taux de décrochage est important. Mais c'est notre responsabilité, c'est à nous de trouver des moyens pour empêcher cela et qui sait, peut-être que l'on comprendra qu'il pourrait être pertinent de repenser le système éducatif. ■





Innovations démocratiques

La démocratie libérale essoufflée ?

PAR ALEXANDRA GUELLIL

Le référendum historique sur le Brexit, la crise politique en Espagne ou au Brésil, pour ne citer que ces récents événements, sont l'occasion d'interroger la réelle représentativité des citoyens dans une démocratie libérale.

Stupeur. Le 23 juin dernier, les Britanniques ont claqué la porte à l'Union européenne (UE) 43 ans après leur adhésion. Une décision qui a provoqué la démission du premier ministre David Cameron quelques heures à peine suivant la publication des résultats. Les militants du « Leave », favorables à la sortie du Royaume-Uni de l'UE, l'ont emporté avec 51,9 % des voix contre 48,1 % pour les militants du « Remain », les pro-européens. Ce référendum a mobilisé 72,2 % des électeurs. Quelques jours avant le scrutin, environ un cinquième des 45 millions d'électeurs se disait indécis. Pourtant, de nombreux analystes prévoyaient un taux de participation particulièrement élevé, notamment à cause de la ruée de dernière minute pour des inscriptions sur les listes électorales.

Si beaucoup de chiffres et sondages ont circulé sur internet, laissant place à de nombreuses interprétations, les rares enquêtes complétées sur les habitudes de vote des Britanniques* annonçaient le Brexit recueillant 60 % des suffrages des plus de 65 ans, 67 % chez les 45-54 ans, 27 % pour les 18-24 ans et 38 % des 25-34 ans. Des chiffres à prendre avec des pincettes puisqu'ils restent pondérés par le taux d'abstention, plus élevé chez les jeunes électeurs.

Et si le Brexit était le déclencheur d'une réflexion sur la représentativité du système actuel ? Journaliste politique français, Thomas Legrand soutient que « le référendum, bien souvent, va à l'encontre de la démocratie participative ». Perçu comme un signe d'échec d'un réel processus démocratique, un référendum de type Brexit serait donc « le summum de la démocratie verticale et inopérante » en ce sens où « il sanctionne potentiellement, mais ne règle rien ».

Bien qu'il puisse être perçu comme l'outil démocratique par excellence, il semble pertinent de s'interroger sur sa représentativité et son adaptation à une démocratie moderne, représentant la voix de l'ensemble des citoyens. « L'outil référendaire est fait pour trancher, alors que la population aspire de plus en plus à être associée,

non pas au choix final et binaire, mais à l'élaboration des projets », conclut Thomas Legrand, en ondes sur la radio France Inter.

Système critiqué

Professeure au département de géographie de l'UQÀM, Anne Latendresse travaille sur les questions liées à la démocratie dans la ville, qu'elles soient municipales ou locales. « On constate que dans plusieurs pays à démocratie libérale, les taux de participation aux élections, peu importe le palier, sont en baisse depuis de nombreuses années », explique Anne Latendresse. La professeure rappelle d'ailleurs que les taux d'abstention restent très élevés, même dans les pays où le vote est obligatoire, comme c'est le cas au Brésil.

L'une des critiques de ce système concerne justement ce principe de représentativité. « Cette démocratie qui repose sur la représentation avec des élus représente relativement peu l'ensemble des groupes sociaux de nos sociétés contemporaines. On pourrait dire que ceux qui prennent les décisions dans les institutions politiques sont globalement des hommes blancs, hétérosexuels, de classe moyenne ou aisée. Et, c'est à eux que l'on remet le pouvoir de déterminer l'intérêt général. Les femmes, les personnes précarisées ou appauvries, les personnes racisées sont encore sous-représentées dans les instances, malgré les avancées », illustre Anne Latendresse. En suivant cette première critique et dans une lecture poussée jusqu'à l'ultime, les décisions prises par les gouvernements contribueraient donc davantage à reconduire les intérêts des élites. S'ajoutent à cela, la perte de confiance des citoyens à l'égard

VOUS AVEZ DIT « BREXIT » ?

Il s'agit d'une abréviation de « British Exit », évoquant l'hypothèse d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Elle fait référence au « Gexit », évoqué durant l'été 2015 lors de la crise économique grecque à la différence qu'il s'agissait de la mise à l'écart de la zone euro et non de l'Union européenne.

* How the United Kingdom voted on Thursday... and why, par Lord Ashcroft. Enquête réalisée par l'institut Ashcroft, juin 2016.

des institutions, la question des programmes et de l'imputabilité politique. Si les candidats se présentent sur la base d'un programme, lorsqu'ils sont élus, « ils sont questionnés pour rendre des comptes sur les engagements qui ont été pris ou les raisons pour lesquelles ils n'ont pas pu aller jusqu'au bout des annonces faites dans le programme. Ce qui contribue au scepticisme ou au cynisme des citoyens ».

Réappropriation du décisionnel

Toujours sur la question du programme politique, selon Anne Latendresse, « nous serions dans une ère où le parti politique n'a pas sa raison d'être. On voit de plus en plus des citoyens qui prennent leurs distances quant à l'appartenance à un parti politique. Cela montre peut-être que le programme est vu comme une contrainte. Ainsi, si le (la) candidat(e) n'a plus d'appartenance politique, sur quelles bases va-t-on l'élire ? Sans doute celles de ses idées en tant qu'individu ».

Professeure de sciences politiques à AgroParisTech, Blatrix Cécile soutient dans un de ses articles que la mise en place de ce nouvel impératif participatif ou délibératif « renvoie à des logiques variées, qui dépassent l'action des seuls élus, ou de certains d'entre eux ». Ainsi, compéter l'actuel système de démocratie représentative passerait sans doute par la création d'espaces décisionnels focalisés sur l'intérêt général.

« L'objectif ciblé du délibératif ou du participatif est de compléter le représentatif par la création d'espaces, de règles et de procédures qui permettront à des citoyens de prendre des décisions en fonction de l'intérêt général. Le tout dans un rapport d'égalité, qu'importe notre classe sociale, notre genre ou notre couleur de peau », ajoute Anne Latendresse. La prise de décision se ferait à la fois par les élus et les citoyens, dans un esprit de partage et d'échange.

Le cas de Porto Alegre

De la théorie à la pratique, il peut sembler complexe de cerner comment cette participation s'instaure au quotidien. L'exemple le plus significatif a été la mise en place d'un budget participatif ou *orçamento participativo* à Porto Alegre, au Brésil, en 1989. Cette initiative a d'ailleurs inspiré de nombreux altermondialistes et activistes provoquant de facto la mise en place du tout premier Forum social mondial en 2001.

À la fin des années 1980, le Brésil sortait de décennies de dictature militaire. Avec l'Union des associations de résidents de Porto Alegre et le Parti des travailleurs, un dispositif de contrôle populaire



Anne Latendresse

DEVENIR UN CITOYEN ACTIF

Dimitri Roussopoulos a été pendant 8 ans le président du Chantier sur la démocratie, un conseil consultatif de la Ville de Montréal. Conférencier, auteur, et éditeur, M. Roussopoulos est aussi l'initiateur de la Charte montréalaise des droits et l'un des fondateurs du Centre d'écologie urbaine de Montréal et de l'Institut de politiques alternatives de Montréal. Le militant définit la démocratie participative comme un moyen « de regarder la société comme elle est et de reconnaître que l'on vit dans un système démocratique et économique rempli de contradictions et d'éléments à changer ». Il pose ainsi la question quant aux possibilités d'ouvrir « les portes et les fenêtres en trouvant une base pour la société civile afin d'influencer plus directement le processus décisionnel aux niveaux politique et économique qui est à l'heure actuelle complètement contrôlé par les élus et les fonctionnaires ». L'un de ses aspects est de redéfinir la citoyenneté afin que « Monsieur et Madame Tout-le-Monde puissent participer au processus décisionnel quotidien plutôt que d'être uniquement invités aux quatre ans à mettre un bulletin de vote dans une boîte ». La mise en place d'un tel système demanderait donc, selon lui, à la fois de la participation citoyenne organisée, mais aussi des institutions.

du budget municipal est créé. L'idée a survécu aux crises et au temps puisqu'encore aujourd'hui, les citoyens de Porto Alegre participent aux assemblées plénières régionales et contribuent à déterminer les grandes priorités et les investissements nécessaires.

Pendant un peu plus de dix ans, cette façon de fonctionner a permis de dépasser les intérêts particuliers donnant ainsi la possibilité aux classes sociales défavorisées de prendre part aux grandes décisions en suivant un principe d'autogestion, c'est-à-dire que la population établit elle-même les règles de gestion des assemblées populaires. Cependant, l'initiative était loin de plaire à tous, notamment à l'administration de José Fogaça qui estimait que ce mode de gestion générerait trop de conflits et excluait quelques grandes entreprises. Instrumentalisé par les pouvoirs publics et les élites économiques, le budget participatif reste un enjeu essentiel pour les démocraties contemporaines aujourd'hui en crise.

Des communautés autochtones de Colombie aux villes d'Uruguay, d'Argentine, du Chili, de France ou encore d'Allemagne et de Turquie, la participation citoyenne est de plus en plus envisagée comme une forme de renouveau allant dans la direction d'une prise de conscience sociale et collaborative. ■



Innovations démocratiques

Compléter le système actuel

PAR ALEXANDRA GUELLIL | TRADUCTION DU PORTUGAIS AU FRANÇAIS PAR MILTON FERNANDES

Directeur du Centro de Estudos Sociais (CES) à l'université de Coimbra (Portugal) et sociologue, Boaventura de Sousa Santos a contribué à plusieurs reprises au Forum social mondial en tant qu'organisateur et théoricien. Depuis plusieurs années, il plaide pour un dialogue critique entre le Sud et le Nord. Sa priorité est de produire des connaissances en science sociale liées aux problématiques du Sud, en s'éloignant de la pensée occidentale.

Quelles différences faites-vous entre la démocratie représentative et la démocratie participative ?

Souvent, quand on se réfère à la démocratie, c'est le système de représentativité qui est mis en avant. Ce dernier se concrétise par le processus électoral, où les citoyens élisent des représentants. Cependant, il existe plusieurs types de démocraties. Dans le cas de la démocratie participative précisément, le processus électoral s'opère autour des décisions prises entre les citoyens. Parmi plusieurs démocraties participatives à travers le monde, le Brésil est l'exemple le plus connu. Pendant les années 1990, il a été mis en place un budget participatif avec la création de structures de décisions parallèles au conseil municipal permettant à tous les habitants qui le souhaitent de décider vraiment pour leur ville. Aussi, le système actuel de démocratie représentative n'est pas suffisant. Ce qui explique pourquoi il mène souvent à des crises. Comme on a pu l'observer au Brésil, où une présidente, honnête, élue par plus de 54 millions d'électeurs a été destituée par un gouvernement corrompu, lié à des scandales politiques. Est-ce qu'on peut appeler cela de la démocratie ? C'est bien là le problème. Si vous regardez de plus près ce système, vous comprendrez qu'il n'est pas vraiment représentatif. Il faut donc combler ses déficits.

Parlons précisément de ces déficits. Pour quelles raisons la démocratie représentative n'est-elle plus adaptée à notre société ?

Il y a deux importants déficits : le premier est que le peuple ne se sent pas représenté par ses représentants et ensuite, il ne participe pas aux élections parce qu'il pense que cela ne servira à rien. Il vote sans pour autant participer aux décisions. Par exemple, aujourd'hui, quand on regarde le parlement brésilien, il n'est pas assez représentatif de l'ensemble de la population. C'est pourquoi il nous

faut compléter le système de représentativité avec des projets qui permettront d'augmenter la participation des citoyens.

Comment définissez-vous la politique dans la démocratie participative ?

Il faut comprendre que la démocratie participative est en soi un processus politique. C'est-à-dire lorsque des citoyens échangent dans un processus décisionnel. Souvent, cette participation est inexistante dans la démocratie représentative. Ce sont des rencontres, des échanges entre les différentes communautés qui décident de prendre ensemble une décision qui les concerne.

Comment expliquez-vous cette cassure entre le peuple et les politiciens ?

Je crois qu'il y a un certain décalage entre les citoyens et le système politique dans lequel l'argent est important, surtout dans le système de démocratie représentative. Ceux qui ont de l'argent peuvent contrôler le système démocratique. Le meilleur exemple est bien évidemment celui des États-Unis : si vous avez beaucoup d'argent, vous pouvez être candidat à la présidentielle américaine. Mais, parfois, il y a quelques exceptions comme on peut le voir avec Bernie Sanders, mais dans la majorité des cas, c'est l'argent qui contrôle la politique, notamment avec la présence des lobbyistes, que ce soit aux États-Unis, en Europe ou au Brésil. Ces derniers représentent souvent les intérêts des multinationales. Je crois aussi qu'il y a tout un problème de corruption et de monopole des médias de masse.



Boaventura de Sousa Santos

Quelle est l'importance, selon vous, d'une presse indépendante pour une démocratie en santé ?

Ce sont les médias qui garantissent le processus démocratique. Prenons le cas du Brésil qui est dans une situation vraiment particulière : les médias corporatifs deviennent de plus en plus conservateurs. C'est le cas des journaux *O Globo*, *Folha de São Paulo*, *Estado de São Paulo*, etc. Parfois, une seule famille contrôle la presse et donc l'ensemble de l'opinion publique. Il existe un contrôle des médias par les grandes entreprises, et, je crois que c'est là le plus grand risque pour le processus démocratique, pour la démocratie représentative. Sans les médias communautaires ou indépendants, je crois que beaucoup de pays auraient une presse corporative. C'est eux qui garantissent que l'opinion publique est respectée, d'où l'importance aussi que les médias soient publics comme la *BBC* en Angleterre. Les médias peuvent avoir un certain contrôle sur le public et sur les citoyens, d'où l'importance qu'ils soient indépendants.

COMPRENDRE LA CRISE POLITIQUE AU BRÉSIL

La crise remonte à mars 2014 avec l'affaire Lava Jato, aussi appelée affaire Petrobras. Un réseau de blanchiment d'argent provenant d'un centre commercial lié à une station-service a été découvert.

Les plus importantes compagnies de construction, d'ingénierie et plusieurs personnalités politiques liées au Parti des travailleurs (PT) et au Parti du mouvement démocratique brésilien étaient impliquées. L'ancien président du Brésil et également mentor de Dilma Rousseff, Luiz Inácio Lula da Silva, a d'ailleurs été arrêté.

Sans aucune preuve directe pour détournement de fonds contre Dilma Rousseff, cette dernière est accusée du crime de responsabilité fiscale, c'est-à-dire d'avoir utilisé des fonds provenant des banques publiques pour payer des programmes gouvernementaux et dissimuler le déficit.

Le fond du problème est lié à la grogne populaire de la population écrasée par la crise économique et les scandales liés à la corruption. Dilma Rousseff a ainsi perdu en popularité à cause des scandales liés aux Jeux olympiques et à la Coupe du monde de football : des milliards de dollars ont été dépensés pour redorer l'image du Brésil à l'international alors que des mesures sociales ont été coupées et que les prix n'ont cessé d'augmenter. Le PT, parti de gauche populaire proche du peuple, est loin de correspondre aux idéaux et promesses de campagne.

Quelle est votre position quant aux médias sociaux ?

Ils sont importants pour la rencontre des personnes à travers le monde. Le cas du mouvement Occupy est révélateur : la protestation s'est organisée à plusieurs reprises grâce à ces médias. Prudence néanmoins quant au contrôle de l'information, que ce soit sur Facebook ou les autres réseaux qui sont contrôlés par les services de sécurité comme la CIA. Aujourd'hui les gens racontent tout d'eux sur les réseaux sociaux. On sait tout ce qu'ils aiment, détestent et font de leur journée. C'est bien là l'ambivalence de leur utilité. D'un côté, ils sont utiles à l'union des citoyens et de l'autre, ils peuvent être utilisés contre nous ou pire, donnent plus d'informations sur nous aux gouvernements.

À vous lire, la démocratie participative serait un système idéal. Pourquoi est-il si peu utilisé ?

Le problème de la démocratie participative est celui de la peur. Nous avons eu de bonnes expériences qui ont montré que l'on pouvait s'organiser ainsi dans les municipalités, mais d'un point de vue national ou international, c'est plus compliqué. Par exemple, en Équateur et en Bolivie, ils ont tenté de résoudre ce problème en incluant dans leur constitution la création d'institutions propres au système participatif. Je pense que la base est de garder une relation de proximité entre les citoyens. Mais, il s'agit d'une éducation à faire, surtout aux plus jeunes. Si vous regardez bien Occupy, Nuit Debout ou tous les autres mouvements, ils se sont inspirés de ce système.

Concrètement, comment mettre en place un tel système ?

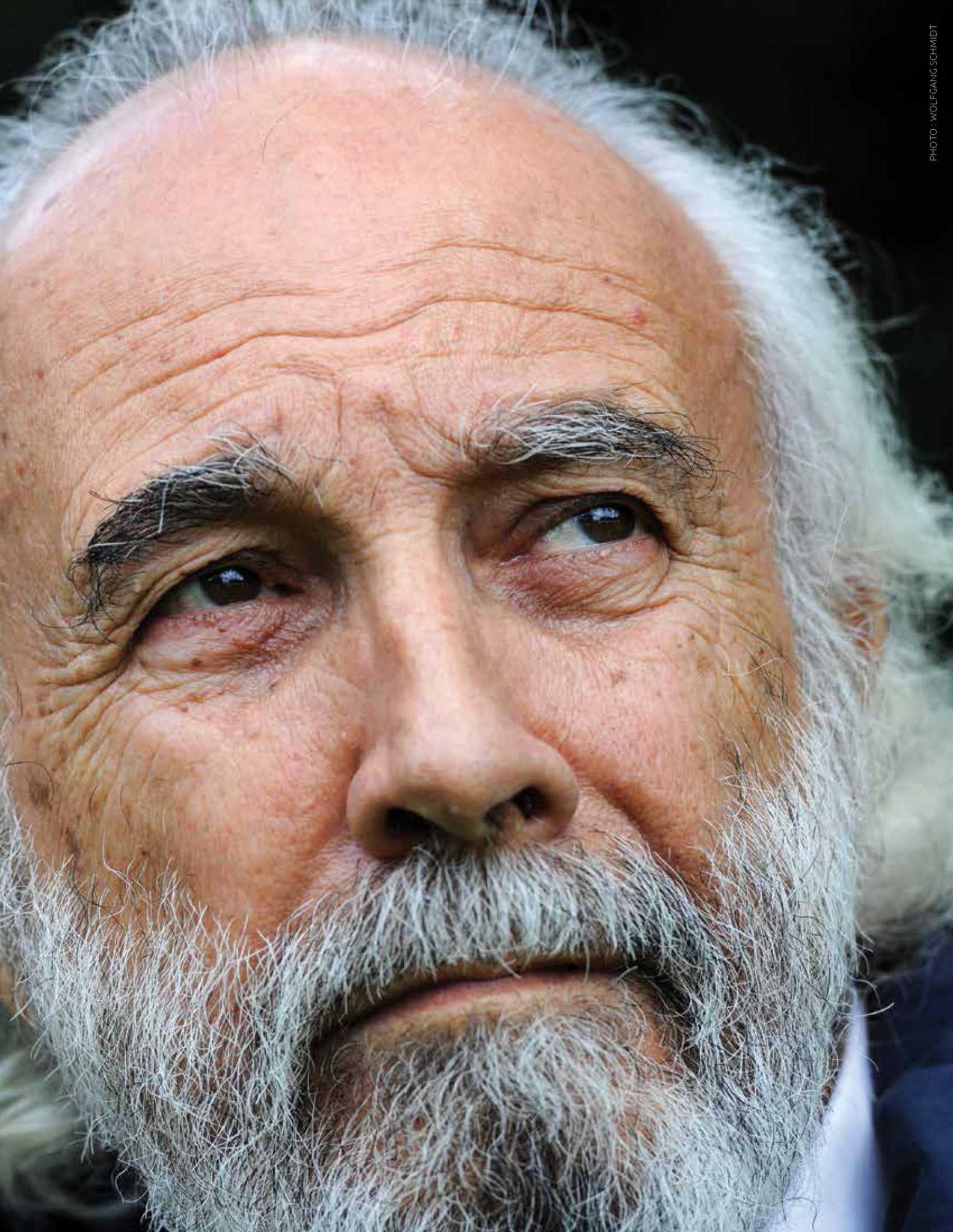
La démocratie participative doit être articulée avec la démocratie représentative. Par contre, dans plusieurs pays vous trouverez des exemples révélant que la classe politique aime ce système. Pourtant, il s'avère difficile de l'implanter. Mais, au Brésil, la démocratie participative a été possible grâce au travail du Parti des travailleurs. Quand il était au pouvoir, c'est lui qui a favorisé son développement au niveau municipal. Je crois donc que c'est vraiment important que la politique s'articule avec la démocratie participative.

Par exemple, ici au Canada, spécialement au Québec, il y a beaucoup plus de niveaux de représentativité politique que d'autres pays. Chaque arrondissement a son maire et ses conseillers. Il existe donc une possibilité de participation populaire certainement plus réelle et accessible...

Oui, le Québec est un bon exemple d'articulation de la démocratie participative. Il y a eu de forts mouvements de participation populaires, comme ce fut le cas pour les manifestations étudiantes et des actes politiques sociaux qui visent à améliorer les services publics. Nous sommes conscients de ça. C'est sans doute pour cela que c'est à Montréal que ce tient le prochain Forum social mondial. ■



PHOTO: LUIZ SOUZA (123RF)



ENTREVUE

PAR MATHIEU THÉRIAULT
CAMELOT DE L'ÉPÉE / BERNARD

Chico Whitaker

« Une façon complètement différente de faire de la politique »

Chico Whitaker, cofondateur lors d'un atelier de présentation du Forum social mondial au Canada

Le militant altermondialiste brésilien est de ceux qui ont participé, il y a quinze années, à l'organisation du premier Forum social mondial. Chico Whitaker, 84 ans, nous donne sa vision d'un autre monde possible.

Comment est née l'idée du Forum social mondial ?

C'est venu d'Oded Grajew, quelqu'un qui était chef d'entreprise, imaginez-vous ! Il était en Suisse pour le Forum économique de Davos. C'est un forum où les dirigeants des grandes entreprises, les gouvernements et les intellectuels qui les soutiennent se rencontrent pour discuter de la marche du monde. C'était l'époque de la pensée unique, où quelqu'un comme Margaret Thatcher proclamait qu'il n'y avait aucune alternative en dehors du marché. Oded Grajew, qui avait une compagnie de jouets pour enfants, a pensé à ceux qui vivaient dans la rue, à Sao Paulo. Il s'est rendu compte que bien des gens n'adhéraient pas à la logique de ceux de Davos, mais qu'ils n'avaient nulle part où se parler.

D'où son idée de monter ce premier Forum, à Porto Alegre...

Comme le Forum économique de Davos existait depuis plus de 20 ans, on s'est dit qu'il pourrait y avoir un Forum social mondial, qui soit centré sur les gens et non pas sur l'argent. On s'est dit qu'un autre monde était possible : un monde qui ne soit pas centré sur la logique du profit, mais sur les besoins sociaux des gens.

« Les gens luttant pour un autre monde peuvent se tromper d'ennemi »

Au Brésil, on s'est mis à contacter plein d'organisations de gauche à ce sujet. On voulait mettre en avant une façon complètement différente de faire de la politique, pas centrée sur les partis et la

compétition, mais sur la coopération. On ne voulait pas d'un forum classique où les organisateurs décident des sujets, des horaires et de qui vient parler, mais d'un forum organisé du bas vers le haut. On constatait que les gens luttant pour un autre monde étaient très divisés, parfois en compétition, et qu'ils pouvaient se tromper d'ennemi. Le FSM est bâti sur un principe d'horizontalité, il n'y a pas de président ou de dirigeants, pas de gens plus importants que d'autres.

Comment s'est passé ce premier forum ?

Nous avons prévu 2 000 ou 2 500 personnes, comme pour celui de Davos, et il en est venu 20 000. On s'attendait aussi à ce que les gens proviennent de réseaux déjà organisés – et il en est venu 4 000 – mais il est surtout venu 16 000 personnes isolées. Le FSM ne se voulait pas un nouveau mouvement, ou comme disaient certains le « mouvement des mouvements », mais surtout un espace où les gens pouvaient s'organiser en réseaux. Une année plus tard, on a organisé un nouveau forum qui a attiré 50 000 personnes, puis 100 000 sont venues l'année suivante. Ça répondait à un besoin d'avoir des espaces libres où les gens pouvaient trouver ensemble des chemins pour un monde nouveau, c'était ça l'idée du FSM.

Il y a ensuite eu des forums en Asie et en Afrique. Est-ce que la dynamique est la même d'un pays à l'autre ?

Dès le départ, on s'était rendu compte qu'on avait lancé une démarche mondiale, car la logique de domination, avec la globalisation, est planétaire. On ne pouvait pas se contenter d'un processus au Brésil avec des Brésiliens, même si on peut considérer que cet événement avait permis l'élection au Brésil du président Lula, qui était un ouvrier. On voulait que la même chose puisse se vivre ailleurs, alors on a créé un conseil international pour voir où dans le monde il y avait des organisations voulant coordonner de tels espaces. C'est ainsi qu'après les trois premiers FSM au Brésil, on est allé en Inde en 2004, où il y a eu 120 000 personnes. Ensuite ça s'est déroulé au Sénégal, puis au Kenya. Dans la foulée

du Printemps arabe, il y a eu des FSM en Tunisie en 2013 et 2015, et c'est lors de ce dernier forum que les réseaux canadiens ont soumis leur candidature.

Pourquoi décider d'organiser le FSM dans un pays du Nord ?

Si au début certains voulaient s'en tenir au Sud, il est devenu de plus en plus clair que les problèmes de pauvreté, d'inégalités ou de justice sont mondiaux et doivent être discutés partout dans le monde, aussi dans les pays riches. Le prochain FSM se tiendra probablement en Espagne.

« Le monde est aujourd'hui probablement pire qu'en 2001 »

Après 15 ans de FSM, quel bilan tirez-vous ?

En 15 ans, on n'a pas changé le monde puisqu'il est aujourd'hui probablement pire qu'en 2001. Nous payons toujours le prix des partis qui ont corrompu le socialisme pour en faire quelque chose d'antidémocratique. Quel sera le format de la nouvelle société ? Nous ne le savons pas encore et nous cherchons toujours le chemin. Depuis le début, il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec cette notion d'espace et qui veulent créer un mouvement. Sauf que si nous créons un mouvement, on va tout de suite se diviser car il va y avoir une lutte pour en prendre la direction. À chaque rencontre il y a des discussions sur l'avenir du FSM, mais nous faisons surtout un bilan de la méthodologie du FSM, pour voir si elle donne des résultats. Le mouvement des femmes est un bon exemple puisque les groupes ne sont plus en compétition entre eux et sont liés comme jamais dans différents réseaux.

Quels changements avez-vous observés dans le monde ?

Nous sommes en train d'établir un consensus que non seulement un autre monde est possible, mais qu'il est nécessaire et urgent. La question de l'environnement s'impose de plus en plus et nous rappelle que si nous ne trouvons pas une nouvelle façon de conduire l'économie, on s'en va vers un grand désastre. Il y a des choses qui changent partout. En Espagne par exemple, il y a tout ce mouvement des Indignés qui critiquent la démocratie représentative en disant « vous ne nous représentez plus », qui ont créé un nouveau parti et qui ont gagné en partie les élections. Il est certain que le bilan reste celui d'un processus très lent et très long dont il n'est pas certain que nous verrons la fin de notre vivant, du mien en tout cas puisque j'ai 84 ans.

Comment contraindre les gouvernements à changer leurs politiques ?

C'est la société civile qui peut pousser les chômeurs ou les travailleurs qui sont exploités à revendiquer un meilleur partage des richesses. C'est dans son autonomie que la société civile peut trouver sa force. Le pouvoir lui appartient puisque tous les gouvernements sont dépendants de quelque chose qui s'appelle le vote. C'est nous qui votons ! C'est par l'information que les gens verront qu'il faut mettre au pouvoir des gens qui travaillent pour le bien commun et non pas pour le capital. Si les gens voient la nécessité de changer le système économique, ils voteront mieux.

Il faut être allé au Bangladesh acheter du linge de marque et voir les écarts de prix pour comprendre les réalités de la mondialisation.

« Il ne faut jamais oublier que ce sont nous, travailleurs, électeurs, peuple, qui avons le pouvoir de changer le monde »

La société civile a quand même réussi, en boycottant Nike, à faire changer les pratiques d'une multinationale en regard du travail des enfants. Le FSM existe pour ce genre d'action et maintenant, il faudrait s'intéresser aux produits qui sont faits en Chine. Le boycott par les consommateurs est la même chose que la grève par les ouvriers : les patrons peuvent toujours acheter des machines, mais ils ne feront plus rien s'il n'y a personne pour consommer leurs produits ! Il ne faut jamais oublier que ce sont nous, travailleurs, électeurs, peuple, qui avons le pouvoir de changer le monde.

Est-ce que les crises économiques et politiques sont des signes que de plus en plus de gens se sentent exclus du système ?

Les crises sont créées par le système. Autant pour les pays qui n'arrivent plus à payer leurs dettes que pour les groupes qui accumulent tellement d'argent qu'ils doivent les cacher dans les paradis fiscaux. Si les riches payaient leur juste part d'impôt, on ne manquerait pas d'argent pour les besoins sociaux. Car cet argent, il existe. Le mouvement Occupy devant la bourse de Wall Street parlait directement de ça en disant « vous êtes le 1 % de l'humanité et nous sommes les 99 % ». En fait, les crises sont souvent des crises de surproduction, quand les grandes entreprises ne trouvent plus de nouveaux consommateurs et sont obligées de freiner toute la chaîne qui vient en dessous. La crise immobilière de 2008 aux USA en est un bon exemple.

Comment les acteurs du FSM définissent cet « autre monde possible » ?

Tout le monde s'entend qu'un monde où il y a une telle domination de l'argent, où le profit est le moteur de toute chose, n'est plus possible. On a inventé l'argent pour pouvoir échanger des biens et services, c'était indispensable pour représenter la valeur, mais l'argent est devenu le seigneur qui nous domine tous. La cupidité et la recherche de toujours plus d'argent font de nous des esclaves. Avec ça viennent la violence, la corruption et l'exploitation de la nature, car la façon la plus facile de gagner de l'argent, c'est de le voler.

« Un nouveau monde possible ne sera pas celui où l'on va compter notre argent, mais celui où l'on va compter notre bonheur ! »

Il faudrait que l'argent revienne à sa fonction première, qui est de permettre l'échange de choses et non d'accumuler de la richesse. Dans cet autre monde, les gens ne seraient plus en compétition, mais se verraient comme des frères et des sœurs qui travaillent à résoudre les problèmes qui nous concernent tous. Nous ne serons pas heureux en étant riches de biens matériels, mais en ayant des rapports d'amitié et de fraternité avec les autres. Un nouveau monde possible ne sera pas celui où l'on va compter notre argent, mais celui où l'on va compter notre bonheur !

Comment la société civile peut-elle s'imposer comme un acteur de changement ?

La société civile doit être autonome tant du gouvernement que des grandes entreprises, et ne pas se laisser dominer. Il faut distinguer la société civile, qui sent le besoin de s'organiser et de créer de l'autonomie, de la société en général, qui est très individualisée et obsédée par le désir de gagner de l'argent. On manipule les citoyens pour en faire des consommateurs. La société aujourd'hui veut créer des partis, mais pourtant, même le président de la République n'a plus le pouvoir de changer les choses et finit par être corrompu par l'argent et le consumérisme. C'est une illusion de penser qu'on va changer la société par le haut et par les gouvernements. Il faut plutôt que la société civile force les États à aller dans le sens de ses besoins.

« La question n'est plus seulement de gagner des élections : un véritable changement culturel doit s'opérer »

Pour changer le monde, il faut aussi changer les mentalités...

Oui, la question n'est plus seulement de gagner des élections : un véritable changement culturel doit s'opérer. Il faut que les gens dépassent leur envie de toujours plus consommer pour revenir à un processus économique qui soit soutenable et non plus un processus de destruction totale de la nature. On peut prendre l'exemple du Bhoutan, qui ne parle pas de Produit intérieur brut mais de Bonheur intérieur brut, ou encore des indigènes lors du forum en Amazonie, qui sont arrivés avec un ensemble de théories sur le bien-vivre. L'idée n'est pas de bien vivre matériellement, mais de bien vivre nos rapports entre humains et avec la nature. Ça, c'est un changement culturel profond et nous devons travailler pour que cela puisse se réaliser concrètement.

Que faire pour que les actions locales ne restent pas des mouvements isolés ?

Les actions doivent être planétaires car les besoins sont les mêmes partout, mais elles naissent de besoins locaux. C'est au niveau local qu'on peut se connaître, se reconnaître et s'articuler ; qu'on peut partir de préoccupations précises pour comprendre des mécanismes plus globaux. Il y a des mécanismes qui peuvent être remplacés par d'autres qui soient plus humains, plus égalitaires, plus constructifs, non pas des mécanismes qui nous dressent toujours les uns contre les autres.

Est-ce que le modèle horizontal du FSM pourrait s'appliquer à l'ensemble de la société ?

Oui, car il s'agit d'un modèle de démocratisation radicale des choses. Le modèle que nous connaissons créé forcément des luttes de pouvoir entre les gens dans les organisations, chez les gens qui veulent forcément monter. Avec un réseau horizontal, où il n'y a pas d'échelle à monter, il est plus facile de s'entendre mieux. Il faut que chacun apprenne à faire sa part : en même temps que les changements structurels, des changements personnels sont nécessaires. C'est aussi pourquoi les décisions dans le FSM se prennent par consensus et non par vote. Car si un vote se termine à 51 % contre

« En même temps que les changements structurels, des changements personnels seront nécessaires »

49 %, ces derniers qui auront perdu voudront partir et fonder un autre mouvement à côté. Quand il est temps de prendre une décision d'ampleur au FSM, si on se rend compte que cette décision va entraîner le départ de la minorité qui ne l'approuve pas, on ne la prend tout simplement pas. La discussion va alors continuer jusqu'au moment où, même si tout le monde n'est pas satisfait, tout le monde est au moins d'accord pour continuer d'avancer ensemble.

Comment les alliances nouées lors du FSM peuvent perdurer dans le temps ?

Il n'y a pas de garanties. Le FSM permet de créer des réseaux, mais si les gens ne les alimentent pas par la suite, c'est certain qu'ils ne dureront pas. Les gens doivent prendre leurs responsabilités. Le FSM n'est que l'occasion de mettre un grand nombre de personnes en contact.

Comment faire en sorte que le discours du FSM ne reste pas aux niveaux du discours et de l'utopie ?

Ça dépend des gens qui y participent. Si ceux-ci se nourrissent d'illusions, cela va se traduire par du vide. C'est à nous tous au FSM de prendre au sérieux ce qu'on dit et ce qu'on propose. Si tu fais une proposition, c'est à toi après cela de travailler pour trouver les gens ou les groupes qui permettront de la réaliser concrètement. ■

LES MÉDIAS ALTERNATIFS POUR SORTIR DU SYSTÈME

Les médias sont un des instruments les plus fondamentaux dont le pouvoir dispose. Les grands médias de masse décident des informations diffusées, ils sont là pour assurer et maintenir la continuité du système, et il est très difficile d'y passer un message alternatif. C'est là qu'un média comme *L'itinéraire* prend tout son sens. Même s'ils n'ont pas les moyens des grands conglomérats de l'information, les médias alternatifs doivent prendre le relais pour diffuser un message auquel les gens n'ont pas accès. C'est par la multiplication de petits moyens qu'on arrive à des grandes choses !



INFO-RAPSIM

PAR ANNE BONNEFONT
ORGANISATRICE
COMMUNAUTAIRE AU RAPSIM

PHOTO : KUZMA (123RF)

Plan de lutte à la pauvreté Une occasion à saisir

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) a lancé en novembre 2015 une consultation sur le prochain plan de lutte à la pauvreté au Québec. À travers le dépôt d'un mémoire et des rencontres avec le ministre Blais, le RAPSIM s'y est investi activement avec comme objectif de faire des gains pour prévenir et réduire l'itinérance au Québec.

Dans la Politique nationale de lutte à l'itinérance, la pauvreté est identifiée comme l'un des facteurs sociaux causant les situations d'itinérance, et il y est reconnu qu'il est essentiel d'agir sur ce champ afin de prévenir et réduire l'itinérance. La pauvreté augmente le risque d'itinérance et maintient les personnes en situation d'itinérance.

En effet, même lorsque les personnes en situation d'itinérance font les démarches nécessaires, accompagnées pour cela par les organismes, et ont accès au chèque d'aide sociale, ce dernier est insuffisant pour leur permettre de couvrir leurs besoins essentiels ce qui hypothèque leurs possibilités de se sortir de leur situation.

Il est reconnu dans le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 que le niveau de prestation actuel ne donne que 50 % du revenu nécessaire à une personne pour répondre à ses besoins de base qui sont se loger, se nourrir, se vêtir ou encore se déplacer.

En effet, avec 623 dollars par mois, comment peut-on subvenir à ses besoins, en particulier à Montréal, alors que le niveau de loyer a considérablement augmenté ?

Selon le dossier noir *Logement et pauvreté* du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) paru en 2014, 71 000 ménages à Montréal consacraient plus de 80 % de leur budget à leur loyer, soit autant de personnes à haut risque d'itinérance.

Une opportunité pour faire des gains

Le prochain plan de lutte constituera le troisième plan d'action gouvernemental. Si tous les moyens nécessaires n'étaient pas réunis pour avoir un impact suffisant sur la pauvreté au Québec,

il reste que certaines avancées ont pu avoir lieu dans le cadre des deux précédents plans, notamment dans le développement du logement social, la mise en place du crédit d'impôt de solidarité, l'indexation automatique des prestations d'aide sociale ou encore la hausse des prestations en direction des familles.

Ce plan de lutte représente une occasion à saisir par le gouvernement afin d'avoir une intervention importante sur la pauvreté des personnes seules, dont la situation ne s'est pas améliorée depuis de nombreuses années. En rencontre de consultation sur le plan, le ministre Blais a montré une certaine préoccupation sur cet enjeu et une volonté d'agir pour améliorer leur revenu.

Pour des mesures visant un meilleur revenu des personnes seules

Afin que les personnes en situation et à risque d'itinérance sortent du mode survie dans lequel elles se trouvent confinées avec un si faible revenu, il est essentiel que le niveau actuel de prestation à l'aide sociale soit augmenté. D'autres avenues seraient aussi à privilégier afin d'améliorer le revenu des personnes et ainsi favoriser leur réinsertion, comme l'augmentation des revenus de travail possibles, mais aussi la bonification du crédit d'impôt de solidarité et la mise en place de cliniques d'impôt gratuites afin de faciliter le recours à ce dispositif chez les personnes itinérantes.

Si l'enjeu du revenu est central, il est primordial également que le prochain plan de lutte à la pauvreté intègre des mesures relatives au droit au logement, à la santé, à l'éducation afin d'agir de façon structurelle pour améliorer les conditions de vie de nombre de personnes bien trop précaires au Québec. ■

Pour plus d'informations et consulter le mémoire du RAPSIM sur le prochain plan de lutte à la pauvreté :

www.rapsim.org

RAPSIM

Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal
www.rapsim.org | Tél. : 514 879-1949



Les camps de vacances

L'été est une saison au cours de laquelle on tente souvent de nouvelles expériences. Un sport qu'on n'a jamais pratiqué, des paysages qu'on n'a jamais visités ou des activités culturelles inédites. Ces trois catégories seront réunies pour de nombreux enfants qui séjourneront dans un camp de vacances. Fils unique, mes parents m'ont envoyé dans ces camps tous les étés dès mon plus jeune âge, question que je puisse socialiser un peu, connaître de nouvelles réalités et apprendre de nouvelles choses.

J'ai séjourné dans des camps aux thématiques variées, du canot aux sciences naturelles. Plutôt solitaire, j'ai été confronté, comme les autres, à la nécessité d'apprendre à vivre avec des enfants différents de moi. Nous devons développer surtout le sens de la vie en communauté et de l'entraide, des valeurs généralement au cœur de la mission de ces camps. L'apprentissage du « vivre ensemble » n'est pas un concept creux. S'y frotter dès l'enfance permet de comprendre les exigences et la complexité de faire société.

Individualité ou individualisme ?

Une communauté n'est pas constituée d'une simple somme d'individus atomisés pas plus qu'elle ne se réduit à une masse uniforme. Le lien social se situe entre les deux, dans les liens d'interdépendance unissant des personnes individualisées. C'est la raison pour laquelle il faut distinguer l'individualité de l'égoïsme, ou de l'individualisme.

C'est le philosophe français Alexis de Tocqueville, dans sa célèbre étude sur la démocratie aux États-Unis, publiée suite à un voyage qu'il y effectua dans les années 1830, qui a été l'un des premiers à noter cette distinction. Il remarquait que les habitants de ce jeune pays se caractérisaient à la fois par leur grand désir d'individualité, c'est-à-dire leur désir de vivre leur vie comme bon leur semble, tout autant que par leur sens de la communauté. Cela se vérifie encore aujourd'hui : les États-Uniens ne sont pas tous pareils, mais qu'ils soient de droite ou de gauche, écologistes ou entrepreneurs, ils s'investissent massivement dans une multitude d'associations et de regroupements communautaires.

Ces actions communautaires, dans un pays comme les États-Unis, alimentent la vie démocratique autant, sinon davantage, que la politique partisane. La politique se réalise au quotidien, entre les élections, par les actions des groupes de défense des droits ou d'intérêts, des mouvements sociaux et le militantisme organisé.

Interdépendance

Les membres de ces groupes comprennent rapidement qu'ils dépendent les uns des autres pour être efficaces. C'est ce que les enfants apprennent dans les camps de vacances, en préparant des expéditions ou des projets communs. La coopération, l'interdépendance et la solidarité cimentent les groupes, mais aussi, au-delà, l'ensemble de la communauté politique et de la société.

Plus subtilement, on y apprend – et on continuera de l'apprendre plus tard – que ces interdépendances nourrissent également notre individualité. Ces enfants comprennent que la réussite de leurs projets collectifs passe également par le partage des tâches, le développement de certaines qualités personnelles et la spécialisation de leur rôle au sein du groupe. Il existe en quelque sorte un aller-retour continu entre le développement de son individualité et la construction de l'esprit de groupe.

Limiter la vision de la vie politique à un individualisme radical ou à un collectivisme simpliste oblitère cette précieuse dynamique à l'action collective. Se rappeler de son développement dans les camps de vacances ou dans les mouvements communautaires permettrait, peut-être, de redonner un sens plus riche à notre vie démocratique. ■

Faisons connaissance Nous sommes vos PÉRI SOIGNANTS

On accueille, assiste, sourit, dose, analyse, nourrit... On cuisine, répare, entretient, nettoie, prépare, soutient... On renforce, rééduque, archive, transporte, radiographie, stérilise... On travaille pour les Québécois de mille et une façons à la grandeur du réseau public de la santé et des services sociaux.

Venez nous voir à perisoignants.com



PÉRI SOIGNANTS

Du métier et du cœur

CPAQ SCFP

Mes débuts à L'itinéraire

Je m'appelle Suzanne et je suis camelot depuis le mois de janvier. Mon amoureux et l'une de mes amies m'ont parlé de L'itinéraire. Je suis curieuse, donc je me suis présentée ici. Quelqu'un m'a expliqué qu'il y avait une cantine et des journaux à vendre. Ils m'ont donné dix journaux gratuits pour m'encourager. Quelqu'un est venu avec moi à mon point de vente et est resté un peu avec moi.

Je suis une personne très ouverte. J'aime travailler dans la rue pour vendre le magazine. Je suis souriante, dynamique, j'aime parler avec les gens, je crée facilement des liens avec eux. Mes clients sont très gentils avec moi. Ils me font des sourires et me donnent des bons tips. Ils m'ont déjà demandé d'écrire un article. Ils me parlent du magazine, ils me disent qu'ils l'aiment bien.

J'aime mes clients... et j'aime L'itinéraire! C'est un Organisme à but non lucratif. On a de bons intervenants ouverts d'esprit, aimables et là quand on a besoin d'aide. On est comme une grande famille. Je suis très contente et fière d'être à L'itinéraire.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture!

SUZANNE LEBLANC
CAMELOT MAISON RADIO-CANADA



Conte prémonitoire

Le petit nageur emprunte un chemin lumineux. Son instinct le dirige entre deux eaux et il aborde aisément le rivage favorable. La bienveillance de son père est son point cardinal. Il n'est pas vénal; condensé dans sa légèreté, il est le petit navire des contes de fées. L'avenir s'ouvre devant lui en failles interdites aux âmes fragiles. Poisson volant, il a les pieds ailés, Mercure redescendu à notre époque, invincible, évanescant, le porteur de la clarté. Le petit nageur salue avec dignité.

Devins argentés dans la lumière matinale, les enfants déambulent accompagnés de leurs gardiens, et passent le long de mon île au cours de leur trajet quotidien. Chacun d'eux me libère des tracasseries pécuniaires, en me ramenant infailliblement dans le monde où le sourire est la monnaie d'échange. Chacun m'apporte l'espoir de vivre très vieille, afin de pouvoir rencontrer leurs enfants un jour, et chacun me rassure en glissant avec moi dans l'heure qui fuit.

Ces enfants partent un jour pour un voyage au long cours et jamais ils ne me manquent, car portés par le flot naturel du temps, ils ne m'appartiennent qu'un instant, celui de la rencontre. Ils entraînent parfois des plus petits qu'eux, qui émergent de la forme ronde des bébés pour aller étirer leurs membres dans ces lacs sans fond que sont nos villes, et repèrent facilement les vieilles dames prédestinées à les croiser.

Près d'eux je suis aussi colorée qu'une machine de boules à gomme ou qu'une affiche de loterie: ils me regardent du même œil. Ces enfants sont doux comme des minous. Ils naviguent lentement pour ne pas, en cavalant sur les vagues, heurter le petit nageur.

Je crois que les enfants respectent la grâce lorsqu'ils l'ont repérée chez l'un d'entre eux. Ils reconnaissent les futurs capitaines qui les guideront sur les mers instables, et les grands remous qui aspirent les âmes sont répertoriés, cartographiés et soigneusement évités même par les plus jeunes d'entre nous.

LORRAINE SYLVAIN
BÉNÉVOLE ET
CAMELOT MÉTRO PEEL



À l'eau, allo, à l'eau

Parfois, je n'ai pas d'inspiration, il me manque quelque chose, il me manque des mots. Faudrait remplir de n'importe quoi. J'écoute la radio, il est presque minuit, je ne suis pas capable de dormir. J'ai assez pleuré, trop pleuré. Je sors ma guitare, je joue un peu, pas assez. Ma bass fait trop de bruit, mais bon, ce n'est pas important, c'est une perte de temps. Faudrait que demain se lève pour aller voir des amis, la famille, ceux qui me restent, ça c'est important. L'argent ce n'est pas important, mais ça en prend. Ce qui manque c'est du temps.

--

Des gens, il y en a des tas. Parmi eux, certains ont des points en commun avec les miens. Plutôt que de perdre mon temps à écrire, je pourrais en perdre un de moins.

Des joints, des joints, ça fait du bien, je ne pense à rien, je pense à vous. Je suis triste quand je fume un joint, je fume un joint parce que je suis triste, en colère, bien étendu ou en fœtus dans ma cage protectrice, loin, loin, loin. Et soudain je me réveille. Pas si vite le joint, faut que je sorte voir des amis ce soir, mais c'est loin ce soir, comment faire...

À ma famille qui pense que je prends plein de drogues: « Dans mon sang, y'a pas grand-chose, juste du pot! »

Dans cette prison, il fait froid, froid, froid, le temps est long, mais mes poumons eux...

Mon cœur balance, ma tête pivote dans tous les sens. Je pense à vous, chacun, qui pilent les pieds dans le cendrier. Mes petits chéris, un jour j'aurai la force de m'occuper de vous, vous qui m'avez peut-être oublié depuis longtemps. Moi, j'étais trop gelé et j'ai presque tout oublié, tout perdu, peut-être.

P'TIT FRED
CAMELOT MAISONNEUVE / SAINT-DENIS



La bonne conduite

INFO CAMELOTS

PAR GUY THIBAUT
REPRÉSENTANT DES CAMELOTS



Les camelots de L'itinéraire sont soumis à un code de vie et doivent respecter certaines règles de bonne conduite lorsqu'ils vendent le magazine.

Chers lecteurs et chères lectrices de *L'itinéraire*,

En tant que nouveau représentant des camelots, je commence une petite chronique mensuelle qui a pour but d'informer la clientèle de *L'itinéraire* sur les dessous de l'organisme.

Siégeant au conseil d'administration et sur différents comités au sein de l'organisme, je suis bien au fait de la position de L'itinéraire et des règles auxquelles sont soumis les camelots.

Si parfois des plaintes nous sont adressées quant à des comportements inappropriés, je peux vous dire que sur le nombre d'interactions entre nos camelots et le grand public, les commentaires positifs de la clientèle sont largement supérieurs aux remarques négatives.

Sachez que vos commentaires nous sont d'une grande utilité, et soyez assurés que chaque plainte est systématiquement

étudiée et prise très au sérieux. Pour signaler un comportement déplacé, vous pouvez ainsi contacter Shawn Bourdages, chef du développement social.

Nous sommes un organisme de réinsertion, et on peut comprendre qu'à l'occasion, malheureusement, des événements non tolérables peuvent survenir. Mais nous ne pouvons pas contrôler tous nos camelots sur le terrain, et c'est pour cela que des procédures sont mises en place, qui peuvent aller jusqu'au congédiement d'un participant.

L'image de L'itinéraire et le professionnalisme des camelots sont une priorité pour nous. Comme je l'ai dit précédemment, nous retenons avant tout les beaux et gentils commentaires entendus. Je suis fier des camelots de L'itinéraire, ils sont courageux et méritent beaucoup de respect. Alors merci de continuer à nous encourager !

À la prochaine,

Guy ■



L'ITINÉRAIRE

itineraire.ca

Nos solutions pour un monde plus équitable

Pas de préjugés

Il faut être réaliste : il y a beaucoup d'injustices dans le monde. Les êtres humains ont beaucoup de jugements. Par exemple, les gens vont regarder de travers un quêteux alors qu'il tente de s'en sortir. Le seul qui peut juger c'est celui en haut : Dieu. Des gens pensent aussi qu'un camelot ne peut rien faire d'autre dans la vie. Ça m'écoeure ! Moi, par exemple, je peux aussi faire de la réparation, de la peinture, du déménagement et de la rénovation. C'est comme le racisme : on juge les gens des autres pays. Peu importe la couleur de notre peau, on devrait avoir le droit de vivre.

RICHARD TOUZIN
CAMELOT MÉTRO PLACE-DES-ARTS

À l'occasion Forum social mondial, nos camelots ont aussi tenu à participer aux réflexions et à proposer leurs solutions. Ils vous partagent leurs idées pour un monde meilleur.

Des formations gratuites

Dans le milieu carcéral, il est possible de suivre des formations pour améliorer nos compétences. Par exemple, on peut suivre des cours de psychologie ou de droit. Les détenus ont les papiers, mais en sortant ils ne peuvent pas travailler dans le domaine et doivent obtenir leur pardon. Le point primordial c'est la formation gratuite. Avant d'être camelot, j'étais détective de magasins et agente de sécurité. Si je pouvais avoir une formation payée, je me réorienterais comme journalisme d'enquête.

MANON FORTIER
CAMELOT MÉTRO HONORÉ-BEAUGRAND ET
VILLAGE CHAMPLAIN



L'honnêteté comme baguette magique

Je pense que la solution première est que chaque personne devrait commencer à prendre un petit temps dans sa journée pour faire de l'introspection, en se posant des questions et y répondant honnêtement. On ne peut pas être juste envers les autres si on ne commence pas par être honnête envers soi-même. On sait à l'intérieur de soi à quel degré de vérité on répond. Et ma vérité n'est pas nécessairement la même pour tout le monde. Si j'étais Dieu et que je pouvais descendre sur Terre munie d'une baguette magique, j'introduirais dans les rêves des hommes cette inspiration, celle de se poser des questions. Mais ce serait à chaque personne de trouver ses réponses : je n'ai pas de réponses pour sept milliards d'êtres humains ! Si chaque personne était consciencieuse et honnête, tout en arrêtant de dire aux autres quoi faire, ça irait peut-être mieux sur Terre.

LORRAINE SYLVAIN
BÉNÉVOLE ET CAMELOT MÉTRO PEEL



Équilibrer les salaires

Avec toute la corruption en politique, ça prendrait des lois plus sévères. Les gens épinglés prennent l'argent du monde et s'en sortent avec un avocat. Il faudrait laisser la chance au monde au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues et trouver un équilibre. Il y en a qui gagnent 100 fois le salaire de la majorité des gens. Il y a tout un écart. Ce n'est pas normal qu'une avocate qui passe à la télévision reçoive 600 \$ de l'heure alors que ça prend à un employé du milieu de la construction une semaine pour gagner le même montant.

PIERRE LANGLOIS
CAMELOT PLACE VALOIS / ONTARIO

Payer sa dette à la société

Je mettrais en place des sentences plus sévères pour notre système de justice afin de limiter les crimes et les délits. Lorsqu'un délinquant écope de quinze ans de prison, il ne devrait pas pouvoir sortir au tiers de sa peine même s'il a une bonne conduite. Il devrait la purger à 100 %. Comme ça il aurait bien le temps de réfléchir à ce qu'il a fait, réaliser que ce n'était pas bien. Je parle en toute connaissance de cause, car j'ai passé un an à la prison à Bordeaux. Mais ça fait longtemps, j'ai 48 ans aujourd'hui et je comprends maintenant l'importance de payer sa dette à la société.

STÉPHANE AVARD
CAMELOT MÉTRO PLACE-D'ARMES

De meilleurs êtres humains

Il faudrait cesser les bagarres. Si le monde s'entraidait, il n'y aurait pas de chicanes. On aurait un monde meilleur. C'est pour cette raison que je renforcerais le système de police avec aussi des lois plus sévères. S'il n'y avait pas de sexe, il n'y aurait pas de pédophilie, de viols et de pornographie. Je ne veux pas me mettre à la place du Bon Dieu, mais je n'aurais pas fait l'être humain de la même façon.

DENIS BOURGEOIS
CAMELOT JEAN-TALON / CHRISTOPHE-COLOMB

Se concentrer sur le positif

À la base, il faut commencer à s'aimer, mettre le négatif de côté et laisser les mauvais jours passer. Il faut autant que possible aider ceux qui souffrent mentalement et psychologiquement, ceux qui ont besoin d'aide, parler avec les gens qui en ont besoin, car parfois juste un mot ou une phrase peuvent changer les choses afin que ce soit plus positif. Il faudrait aussi éviter de regarder la télévision, il y a beaucoup trop de nouvelles négatives. Évitez aussi de lire les faits divers dans le *Journal de Montréal*. On devrait s'informer davantage sur des sujets artistiques et culturels, orienter les gens vers des choses positives comme aller voir un bon film ou aller au théâtre. Aussi, on vit dans une société qui consomme de la malbouffe, si on cuisinait santé on aurait un meilleur moral. Ce sont toutes mes idées qui pourraient changer le monde.

JACQUES ÉLYZÉ
CAMELOT THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI



Réfléchir aux problèmes des femmes

Étant une personne seule, je ne peux pas faire grand-chose pour mon entourage. Mais quand on se rassemble pour une cause telle que le féminisme en faisant des manifestations, on a de l'influence en groupe et ça peut avoir des répercussions. En ayant les mêmes idées, on peut changer les choses. Je souhaiterais être une meilleure personne et faire le bien autour de moi, pour un monde avec plus de justice. Dans la société actuelle, il est difficile d'être une femme. J'organiserais des ateliers avec des femmes afin de réfléchir ensemble à des sujets tels que l'équité salariale, l'accès aux études et les relations amoureuses. On aurait de bonnes discussions et cela aurait un impact. Je trouve que j'ai un certain pouvoir, que je peux avoir un impact parce que j'écris pour le journal *L'itinéraire*. Ça peut m'aider à me faire entendre, en disant ce que je revendique. *L'itinéraire* est comme une famille pour moi. J'aimerais aussi avoir une émission à la radio qui s'appellerait *Les injustices de la société*.

ROSE
CAMELOT DE LORIMIER/BEAUBIEN



FESTIVAL

PAR MICHEL DUMONT
CAMELTO MÉTRO JOLIETTE ET
MANSFIELD / RENÉ-LÉVESQUE

PHOTO : MARIO ALBERTO REYES ZAMORA

L'exposition *Pulpe Fiction* de Sylvain Rivard

Une voix aux Autochtones

Dans le cadre du festival Présence autochtone, Sylvain Rivard, un artiste multidisciplinaire abénaki d'origine, présente son exposition *Pulpe Fiction*. Son objectif : donner une voix aux Autochtones. Je l'ai rencontré à la Guilde canadienne des métiers d'arts, où est présentée son exposition jusqu'au 3 septembre.

M. Rivard, j'ai remarqué que le nom de votre exposition me rappelle beaucoup celui du film américain *Fiction pulpeuse*. Pourtant, les œuvres exposées sont autochtones. Pouvez-vous m'expliquer ce mélange ?

Je souhaite aller au-delà des stéréotypes, pour rendre le tout urbain et accessible. Quand on pense à l'art autochtone, ce sont des images de la dame qui tisse sa petite poupée ou son petit panier, ou des sculptures en pierre qui nous viennent à l'esprit. Je veux amener ça aujourd'hui, plus actuel, dans le moment présent. Je veux aller au-delà, tout en m'en inspirant. Nos références doivent être plus contemporaines que celles des échanges de peaux, d'alcools et de fusils. Aujourd'hui, on est ailleurs.

Cela rejoint votre idée de retourner aux sources, en étant plus près de l'identité autochtone, mais au-delà du métissage culturel ?

Que l'on soit autochtone ou québécois, ce n'est pas la question. De toute façon je suis les deux ! Je n'ai jamais souhaité cocher qui j'étais réellement, je suis simplement canadien d'origine autochtone, né

dans l'ouest de Montréal. Je ne veux pas d'étiquette. C'est mon choix. Plusieurs vont me présenter comme un artiste abénaki avant tout, alors que ce n'est pas le cas. Chacun de nous, nous sommes un petit peu de tout. C'est ça mon message. L'affaire autochtone, ça me tape sur les nerfs. On me demande toujours d'où je viens, et ça me dérange. Est-ce qu'on a toujours besoin de savoir ? Je ne veux pas me sentir comme dans une boîte, comme un GI-Joe. Dans mon art, il y a un peu de tout le monde. J'aimerais que chacun trouve un petit quelque chose à travers l'exposition et ce que je fais.

Parlant de votre exposition, vous présentez une douzaine d'œuvres qui réinterprètent la culture mythique et légendaire de la nation abénaquie. Pouvez-vous nous en parler davantage ?

Pour mon exposition, ce sont des œuvres contemporaines inspirées du tissage des paniers. Elles offrent une interprétation plus actuelle, avec des types de papiers qui proviennent d'aussi loin que du Népal et de Cuba. Je n'en dirai pas plus ! Le plus important, c'est que l'exposition participe à un événement autour du frêne, l'un des axes centraux du prochain festival Présence autochtone. Comme plusieurs le savent, on est en train d'abattre le frêne à Montréal. On souhaite que les gens prennent conscience de l'importance de cet arbre, que sa perte à Montréal doit être dénoncée. Pour les Abénakis, on ne vient pas d'Adam et Ève, mais du frêne. On en est sorti en chantant et en dansant. Moi, je suis comme un artiste en résidence pour le festival. Puisque je suis artiste multidisciplinaire,

J'ai organisé tout l'événement et je me suis dit qu'on pourrait créer quelque chose de complet, d'hier à aujourd'hui. Les gens pourront donc voir tout ce qu'on fait avec le frêne. Au parc Émilie-Gamelin par exemple, des batteurs de frêne frapperont avec une hache sur des billots de bois pour faire lever ce qu'on appelle les anges de l'arche. Des femmes feront des paniers, les hommes des fonds de chaise avec les anges de l'arche. Des légendes abénaquies seront aussi racontées. À travers un événement de topologie sauvage, des gens rebaptiseront des coins de rue inspirés de la culture abénaquie. Il n'y a pas assez de lieux à nom autochtone à Montréal.

Comme vous le dites, vous êtes multidisciplinaire. Vous faites du chant, du théâtre, de la danse, de la littérature pour enfants, des œuvres plastiques. À travers toutes ces formes, avez-vous un message principal à passer ?

Peu importe la manière, je veux donner une voix aux Autochtones, qui n'en ont pas. Beaucoup n'ont pas cette chance. Moi j'ai travaillé fort. Je ne suis pas artiste pour être vedette, pour être aimé, mais bien pour avoir une voix et la donner à d'autres. Rien n'est plus plate pour quelqu'un que de se faire éteindre. Je souhaite faire parler les ancêtres, les pères, les mères, le monde de mon enfance, des gens du bois, Rita et Frère André... tout ce monde-là ! Je pense que tous les artistes font ça pour ça.

C'est donc dire que vos origines abénaquies signifient beaucoup pour vous. En quoi vous influencent-elles dans votre art ?

Elles me permettent d'utiliser la matière. J'ai deux maisons sur le bord d'un lac et je ramasse ma quenouille, je la sépare, je la tisse pour en faire des paniers. Je peux aussi la broyer pour en faire des sculptures. La matière, c'est le plus important. Ma plus grande admiration, je la porte pour mon grand-père. Il était blanc, alors que ma grand-mère était autochtone. Mais il maîtrisait la matière, réussissait à tout faire avec un rien. C'est lui qui m'a tout montré : tisser, broder, coudre des mitaines en rat musqué en enlevant leur peau. J'ai eu deux paires toute ma vie, c'est pas tuable. C'est beaucoup mieux que d'en acheter une paire à chaque année au Canadian Tire ! À l'école, personne ne comprenait. Encore aujourd'hui, si on demande à un jeune le nom des arbres ou des oiseaux, il ne le sait pas ! Quand je fais quelque chose, je sens toujours mes grands-parents à mes côtés. Le petit enfant est encore là, même quand j'aurai 80 ans il sera toujours là. J'ai besoin des yeux du petit gars.



*L'une des œuvres présentées par Sylvain Rivard pour son exposition *Pulpe Fiction*. « Regarde ça Michel, penserais-tu que tu es à une exposition d'art autochtone ?, me demande-t-il. Non, on dirait plutôt une affiche politique. Si les gens croient que ça ressemble à de la propagande russe, je leur dis merci. Cela me fait plaisir, parce que c'est fait en fougère et en fleur de feu. C'est de l'art contemporain utilisant des matériaux bruts. Ça brise les frontières. »*

Les autres camelots et moi, on a dû surmonter pas mal d'embûches. Est-ce que cela a été ton cas ? Comment as-tu réussi à les surpasser ?

Mon enfance n'était pas *rough and tough*, mais durant la première partie, j'ai été un peu délaissé par mon père et ma mère est partie quand j'étais tout petit. Cela a développé mon côté artistique. Je créais tout seul dans mon coin. Je n'avais besoin de rien : on n'avait qu'à me donner deux bâtons de popsicle ou deux cuillères en bois pour faire des marionnettes. Il ne faut jamais oublier que même si on peut être pauvre à l'extérieur, on est toujours riche à l'intérieur. On naît tous avec un coffre à outils. Ce que tu es en-dedans, il faut le garder. Quand il y a des situations qui ne sont pas belles, il faut apprendre à voir malgré tout le bon côté des choses.

Vous parlez beaucoup de donner une voix aux Autochtones, qui n'en ont pas. Les mentalités n'ont donc pas encore changé depuis votre enfance ?

Aujourd'hui, ce sont de jeunes universitaires qui s'intéressent à la question autochtone. Ils sont allés à l'université, doivent avoir dans leur corpus des cours sur les Autochtones. Ils ont appris comment c'était dans les réserves, comment ça devrait être... Ils nous donnent leur façon de voir les choses en disant : « *Non non, ce n'est pas ça l'art contemporain autochtone* ». La preuve : la recherche amérindienne aujourd'hui au Québec est dirigée par un Français ! On est dans un autre colonialisme. Maintenant, c'est sont les gens cultivés qui croient nous apprendre qui nous sommes. Ils disent maintenant aux Autochtones : « *Viens, je vais t'aider à te montrer qui tu es* ». Les Autochtones devraient avoir le droit de se définir comme ils veulent. Et nomme-moi un média à la télévision qui parle de l'art autochtone. Impossible, parce qu'il n'y en a pas. C'est pour ça aussi que je trouve important de donner une voix à tous ceux qui sont derrière moi. ■



Festival Présence Autochtone

Du 3 au 10 août, au Quartier des Spectacles

Organisé depuis 1990 par l'organisme Terres en vue, Présence Autochtone propose films, concerts, expositions, débats et animations. La clôture du festival sera marquée par la projection du film *Le cercle des nations* en première mondiale, un film orchestral constitué de courts métrages réalisés dans des communautés autochtones de plusieurs pays.

Pour plus d'information : www.presenceautochtone.ca



CINÉMA

PAR NORMAN RICKERT
CAMELOT MÉTRO OUTREMONT
ET VAN HORNE / DOLLARD

Cinéma sous les étoiles

Pique-nique, cinéma et justice sociale

Le changement social à travers le cinéma. Voici le mandat rafraîchissant que se donne Cinéma sous les étoiles, initiative de Funambules Médias. L'édition de cette année, la 7^e, est intitulée non sans raison *Nourrir les résistances*. La programmation est impressionnante : du 29 juin au 2 septembre, pas moins de 28 courts-métrages et 38 longs et moyens métrages documentaires à caractère social et politique seront présentés dans une douzaine de parcs de Montréal et des Laurentides.

Pourquoi nourrir les résistances ? Parce que Cinéma sous les étoiles, c'est avant tout une façon, dans un monde hypercapitaliste, que Monsieur et Madame Tout-le-Monde puissent retrouver du pouvoir. « *Notre plate-forme, via le cinéma, via l'art, est un endroit idéal pour que les gens discutent d'enjeux sociaux et envisagent des solutions possibles, explique Nicolas Goyette. On se réapproprie l'espace public collectivement.* »

Mobilisation citoyenne

L'initiative a débuté avec un désir de donner une tribune au documentaire visant des enjeux sociaux, dans un univers culturel dominé par Hollywood et les blockbusters américains. « *La majorité des films documentaires ont une durée de vie très limitée en salle, regrette le coordonnateur du projet. Cinéma sous les étoiles permet à un plus grand public d'avoir accès à des documentaires qui ont un regard critique vis-à-vis la société actuelle.* » D'autant plus que ces documentaires sont rarement présentés en dehors des festivals et passent une fois ou deux à la télévision.

Cinéma sous les étoiles répond donc aussi à un besoin que la société développe un regard critique et se mobilise autour d'un enjeu central, auquel des solutions sont de plus en plus urgentes. « *Le dénominateur commun qui relie tous les films, c'est le néolibéralisme, autant dans la critique que dans les alternatives proposées.* » Le documentaire *L'urgence de ralentir* de Philippe Borrel en est un parfait exemple. Il était présenté le 29 juillet à la Promenade Fleury et suggère de redonner un sens au temps.

Rassembleur

Il faut dire que les parcs de la métropole sont des espaces conviviaux et rassembleurs pour ce genre d'événement. Tous les documentaires présentés par Cinéma sous les étoiles sont gratuits. Comme c'est dans un parc, les gens s'installent et peuvent même pique-niquer.

Le projet rassemble aussi toutes les organisations qui travaillent en collaboration avec Funambules Médias et qui ont tous un même objectif : dénoncer les abus du néolibéralisme. Par exemple, la Fondation David Suzuki, SUCO pour le développement international, Cinéma Politica, Wapikoni Mobile, les Rencontres internationales du documentaire de Montréal...

Pour ce qui est de sensibiliser aux enjeux sociaux, locaux et internationaux, Nicolas Goyette considère qu'il est difficile de mesurer l'influence qu'ont les documentaires sur les mentalités. Les gens sont souvent au courant du sujet présenté, mais le documentaire permet d'explorer un sujet plus en profondeur. D'autant plus que des discussions sont prévues pratiquement à chaque projection.

Mon expérience

Je me suis prêtée à l'exercice, j'ai assisté à la projection du documentaire *The True Cost* au parc Saint-Gabriel. Ça m'arrangeait, c'était tout près de chez moi. Juste avant le film a eu lieu un marché de



vêtements éthiques, une activité en lien avec le sujet du documentaire. Comme l'explique Nicolas Goyette, « on essaie de créer, autour du film présenté, un événement qui sert à attirer les citoyens ».

C'est vraiment très cool, très branché, avec surtout des jeunes en bas de 30 ans. Moi qui croyais que c'était un événement du style Troc-tes-Trucs, ce n'est pas exactement ça. Des friperies qui vendent des articles vintage. J'avais apporté des vêtements et mes espadrilles pour les troquer contre d'autres trucs, des vêtements qui m'intéressaient. Une dame qui tenait un kiosque les a pris, mais pas mes vieilles espadrilles. C'était pas assez vintage ! Dommage, c'était quand même de belles espadrilles. Une personne m'a proposé de les colorier, c'est une bonne idée.

Je remercie d'ailleurs Nadia, de la fabrique éthique DIY (*Do it yourself*) d'avoir accepté mon don. Il y a également des vélos de bouffe, des kiosques alimentaires végé, mais quand même assez chers. Le kiosque que j'ai le plus apprécié, c'est celui du bici-smoothie. Charlotte, bénévole chez Cyclo Nord-Sud, me dit qu'il faudra faire un peu d'exercice si je veux éteindre ma soif en cette journée humide de 30 degrés. Il s'agit tout bonnement d'un vélo stationnaire adapté pour la cause, où un ingénieux mécanisme, au moyen d'un galet actionné par la roue arrière et relié à un bout de perceuse, met en branle un mélangeur. Je pédale un bon 3-4 minutes et le résultat est mon premier smoothie aux fruits à l'énergie motrice ! Ça me donne le goût de m'installer en campagne et de m'acheter un vélo que je relierais à un poste de radio, un *blender* ou encore une batterie d'auto rechargeable.

Les injustices du fast fashion

Suit le documentaire, à 21 h. *The True Cost*, réalisé en 2015 par Andrew Morgan, aborde les répercussions négatives du fast fashion, en français « la mode éphémère ». Le réalisateur a eu l'idée du documentaire suite à l'effondrement d'une usine de textile à Dacca, au Bangladesh, qui tua plus de 1000 personnes. Le film montre les deux côtés de la médaille.

D'un côté, des designers vantent les vertus du prêt-à-porter jetable, avec 52 collections par année, des manufacturiers se livrent une guerre sans merci pour payer la marchandise la moins chère possible. De l'autre, des ouvriers surexploités, travaillant pour des salaires minables (3 dollars par jour), dans des conditions de travail inacceptables, sans compter les conséquences graves

sur le plan environnemental générées par l'industrie du textile dans des pays comme le Bangladesh, la Chine ou Haïti. Le réalisateur constate combien les choses ont changé depuis son enfance « Dans les années 60, 90 % des vêtements portés par les Américains étaient fabriqués aux États-Unis. En 1990, c'était descendu à 50 %. Aujourd'hui, 98 % des vêtements proviennent de l'extérieur de mon pays. En recourant davantage à la sous-traitance, le prix des matières textiles a connu une baisse constante. Par conséquent, nous achetons davantage de vêtements. »

Conflit d'intérêt ?

Je dois avouer que le visionnement du documentaire a été pénible. Je me suis vite rendu compte que j'étais probablement dans une situation de conflit d'intérêt. Pourquoi, me dites-vous ? Dans le documentaire, on parle du Bangladesh. Je suis en train de rôder un projet-pilote de T-shirts illustrés. Le hic, c'est que ceux-ci proviennent du Bangladesh. J'ai sérieusement songé à changer de fournisseur. J'ai même pensé à me tourner vers un fournisseur de vêtements éthiques, mais ils coûtent beaucoup plus cher à produire. Oui, c'est la réalité : ça coûtait trop cher ! Vous savez comment c'est de survivre dans ce monde complexe, où de plus en plus de gens arrivent à peine à vivre, ils survivent. Il m'arrive d'acheter du bio, de l'écolo, ça fait partie de mes valeurs. Mais je ne peux pas toujours me le permettre. ■

Funambules Médias

L'organisme existe depuis 2008. C'est à la base une coopérative de travail dont la mission est de favoriser la justice sociale. Cinéma sous les étoiles poursuit donc dans la même lignée. La mission de l'organisme vise à amorcer une sensibilisation sociale via le cinéma documentaire, mais ne se limite pas à cette forme d'art. L'organisme fait aussi dans la médiation : il a publié un livre contenant des témoignages de contrevenants, ouvrage qui a été présenté à l'Assemblée nationale. Nicolas Goyette est arrivé à Funambules médias en 2011. Titulaire d'un bac en sociologie, Nicolas s'intègre à l'équipe comme un poisson dans l'eau.

Pour plus d'information : funambulesmedias.org

Nicolas Goyette

« Le dénominateur commun qui relie tous les films, c'est le néolibéralisme, autant dans la critique que les alternatives proposées »



VIE DE QUARTIER

PAR NICOLE GIARD
CAMELOT MÉTRO LONGUEUIL

Promenade à Longueuil

Au début de ma vie à Longueuil, en sortant de l'autobus pour retourner chez moi le soir, je devais traverser un champ pour me rendre sur la rue de Bretagne. Je ne suis pas peureuse, mais je dois dire que je n'aimais vraiment pas ça. Maintenant, j'habite près du métro et c'est très pratique pour moi puisque c'est là où je travaille.

Je suis arrivée à Longueuil en 1967 avec ma famille. L'exposition internationale *Terre des Hommes*, que tout le monde connaît sous le nom de l'Expo 67, était inaugurée sur l'Île-Saint-Hélène. Nous habitons sur la rue de Bretagne. Aujourd'hui, j'habite toujours la même ville, je vends même *L'itinéraire* depuis 6 ans à la station de métro Longueuil !

Histoire

Les origines de Longueuil remontent au 17^e siècle, quand Charles LeMoynes, commerçant de Ville-Marie – le nom de Montréal à l'époque – prend possession d'une terre située sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent. Il nomme sa seigneurie « Longueuil » en souvenir du village de Normandie où sa mère était née. La population est au départ très faible, 708 habitants en 1760. Le pont Jacques-Cartier, construit en 1930 et reliant Longueuil à Montréal, et la création de la station de métro Longueuil en 1967 (l'année de notre arrivée), favorisent énormément le développement de la ville de Longueuil. L'ancien village, situé près du fleuve, constitue aujourd'hui un site patrimonial afin de protéger et mettre en valeur les bâtiments historiques.



Transformation du quartier

Le quartier a subi de grandes transformations depuis mon arrivée. Je me souviens qu'il y avait des champs, partout. On allait y jouer. Mais la ville s'est beaucoup développée depuis : des immeubles à condos et énormément de maisons ont été construits. Il y a même une rue pour l'hébergement pour les personnes âgées. À un coin de rue de chez nous, le dépanneur Chez Pépère, où j'allais souvent m'acheter des *mini-pops*, est maintenant un salon de coiffure ! Mon spot de vente, la station de métro Longueuil, a aussi changé. Je ne reconnais même plus les alentours ! Un campus de l'Université de Sherbrooke a été bâti, beaucoup de magasins... Avant il n'y avait rien, même pas le Tim Hortons.



École de Normandie

L'école de Normandie, c'était mon école primaire. Je me rappelle qu'à l'époque, quand la religion jouait un grand rôle en éducation, la tante supérieure me donnait des coups de règle parce qu'elle voulait que j'apprenne mes tables de multiplication. Elle m'envoyait chez la directrice, qui était aussi très sévère. Je ne suis pas restée là longtemps, j'avais de la difficulté à suivre le rythme. Mais ça m'a marquée : ça n'a pas été facile durant ma jeunesse, je me faisais souvent écœurer parce que je n'arrivais pas à suivre les autres.



PHOTO : MARIO ALBERTO REYESZAMORA

Église Saint-Antoine-de-Padoue

Chaque dimanche, j'allais à l'église avec ma famille. Mon père nous réveillait, il nous forçait presque ! On ne s'assoit pas avec mes parents, mes sœurs et moi, on allait plutôt au restaurant juste à côté. Mon père ne remarquait jamais. Je restais avec mes sœurs et mon frère, même si en réalité ce sont plutôt mes parents que je voulais suivre. À environ 15 ans, les choses ont changé, j'ai commencé à y aller contrairement à mes sœurs et mon frère. Des fois, j'avais des problèmes, de la souffrance, donc je voulais prier. Je me rappelle que mon père dormait pendant le sermon. Je lui disais : « *Il est intéressant le prêtre, tu dors toujours quand il parle.* »

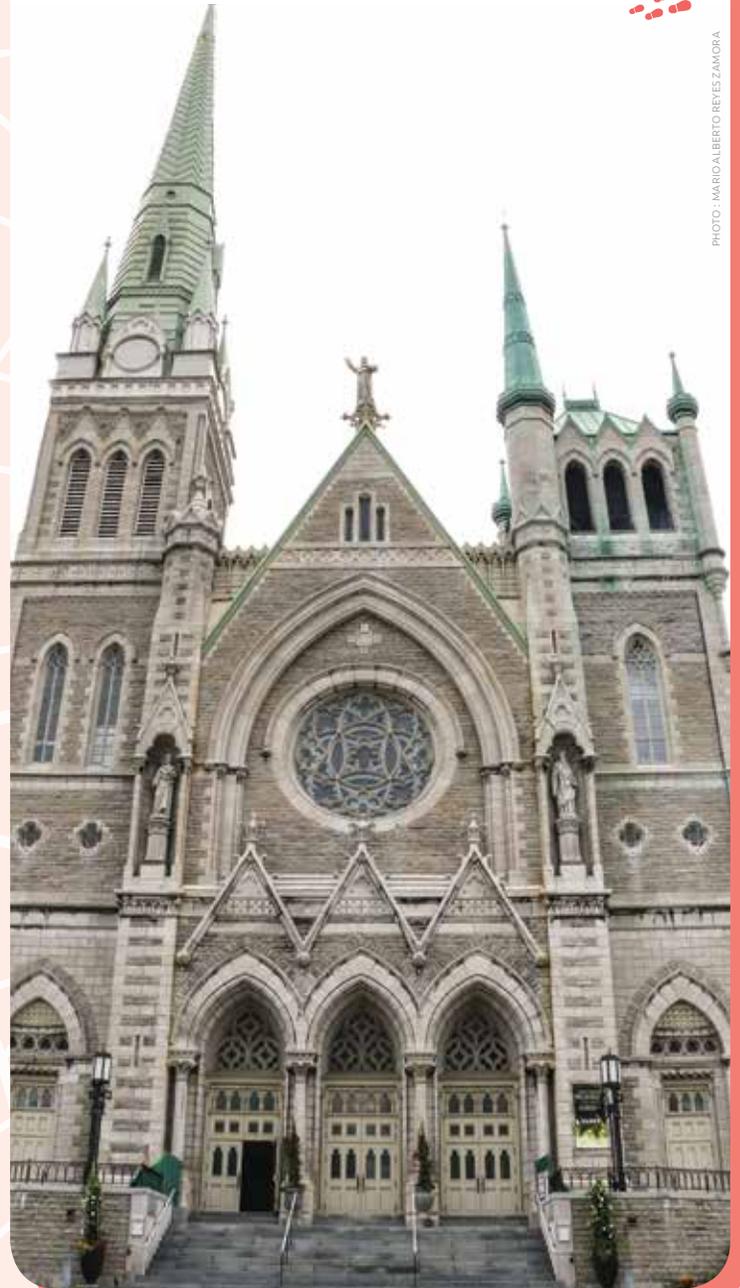


PHOTO : MARIO ALBERTO REYESZAMORA

Le cinéma

Dans le temps, ça coûtait 50 cents pour aller aux vues. Mon père nous donnait 50 cents par semaine, à mes sœurs, mon frère et moi. Je l'utilisais souvent pour aller au cinéma. J'y allais toute seule ou avec mes sœurs. Je ne me rappelle plus du nom du cinéma, ça fait très longtemps ! J'aimais ça parce que c'était la seule sortie qu'on avait, on se prenait un coke et du pop-corn. C'était 10 cents pour un pop-corn ! Mais aujourd'hui je ne vais presque plus au cinéma, ça coûte beaucoup trop cher.



PHOTO : LESZEK GLASNER (123RF)

SCIENCE

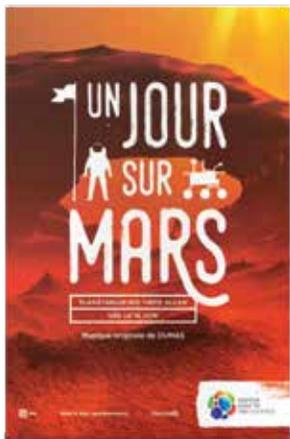
PAR ROSE
CAMELOT ROSEMONT / DES ÉCORCESLe Planétarium
L'Expérience !

« Nous sommes allés sur la Lune, plus rien ne peut nous arrêter. L'univers est à notre portée, ce n'est qu'une question de temps »

Je souhaite vous parler aujourd'hui d'une expérience étoilée qui m'a fait voyager. J'ai pu visiter, avec d'autres participants de L'itinéraire, des horizons lointains et voir de près les astres, le système solaire et la Voie lactée. La nouvelle programmation du Planétarium : une activité à inscrire à son agenda !

Quand j'étais jeune, j'habitais chez ma mère. Elle ne s'occupait pas du tout de moi, mais son chum était là et me donnait de l'attention. On s'installait ensemble, il ouvrait son encyclopédie et m'expliquait l'univers, l'inconnu, ce qui existe au-delà de notre planète. Je me rappelle les merveilleuses photographies des planètes. Ça me fascinait de réaliser que nous, petits êtres humains, étions capables de voir ce qui se passe à des centaines de milliers de kilomètres, et même d'y aller. Visiter d'autres planètes, quel rêve ! J'étais éblouie ! Et la façon de raconter éveillait mon imaginaire. Ma curiosité a été piquée, mais elle est toujours demeurée sur son appétit... jusqu'à ma visite au Planétarium.

Les autres participants de L'itinéraire et moi avons fait à une sortie spéciale. Nous avons vu la représentation *Un jour sur Mars*, sous un dôme. Quelle beauté ! Les véritables œuvres d'art qui constituent cette planète rouge nous transportent. Mars est une planète où il y a peu de soleil et de gros vents, c'est pourquoi elle est parsemée de petites montagnes de sable beaucoup plus fin que celui sur Terre. Mars a aussi ses éruptions volcaniques et ses magnifiques rochers, sans oublier ses cratères à volonté ! Récemment, une découverte bouleversante a été très médiatisée : il existe de l'eau sur Mars. Peut-être existe-t-il aussi des Martiens dont nous ignorons l'existence !



Réalisme stupéfiant

Nous avons ensuite vu le spectacle *Astéroïde*. Nous étions assis sur des coussins relaxants et les images étaient projetées sur le plafond et les murs. Quelle ambiance ! Le réalisme était stupéfiant. On se

croyait vraiment en train de flotter dans cet univers infini ! J'ai appris que nous pouvions produire du carburant à partir des astéroïdes. Cela pourrait servir aux astronautes, ils l'utiliseraient pour revenir de leurs aventures dans l'espace.

Maintenant, nous pouvons prévenir l'écrasement des astéroïdes sur Terre. Nous avons inventé un appareil qui fera dévier la trajectoire d'un astéroïde dangereux. Même si le risque de collision est très faible, nous ne prenons aucun risque. Toutefois, si le temps presse, une autre solution demeure possible en dernier recours : faire exploser l'astéroïde. Cette option demeure risquée, car de petits bouts de l'astéroïde peuvent partir dans toutes les directions et potentiellement s'écraser sur Terre.

Les autres participants de L'itinéraire et moi avons tout d'abord pu voir ce ciel parfait rempli de brillance, et nous avons appris à le connaître.

Il existe 88 constellations officielles, parmi lesquelles figurent les circumpolaires : Dragon, Cassiopée, la petite Ourse et Céphée. Elles ne disparaissent jamais à la latitude de 45 degrés nord. La grande Ourse, le Lynx et le Léopard, elles, disparaissent partiellement. Il y a les constellations australes dont les principales étoiles ne se montrent jamais au-dessus de l'horizon à la latitude boréale : Horloge, Peintre, Centaure et Grue. Les constellations sont étroitement reliées à la mythologie grecque. La mythologie grecque s'intéressait beaucoup aux constellations, leurs noms en sont d'ailleurs inspirés. La façon dont étaient placées les étoiles avait une grande signification à l'époque de la Grèce antique.

J'ai appris qu'un robot du nom de Curiosity arpente présentement le sol de la planète Mars. Il prend des photos, ramasse des échantillons. Il parcourt en moyenne dix mètres par jour. La possibilité de visiter d'autres planètes me fascine énormément, même si pour l'instant ce sont les machines qui font le travail à notre place. Mais un jour nous irons nous-mêmes, ce n'est qu'une question de temps, comme j'en rêvais quand j'étais toute jeune. ■



L'itinéraire aimerait chaleureusement remercier la générosité du Planétarium pour avoir offert une entrée gratuite à une dizaine de nos camelots.



Ma deuxième vie

Dans le cadre d'un partenariat entre L'itinéraire et l'Université Concordia, des participants ont été jumelés avec des étudiants en design communautaire. Jacques (camelot) et Sylvain (sur un programme d'insertion à L'itinéraire), ont ainsi enregistré un échange touchant. Sylvain raconte à Jacques son parcours difficile, son adoption, le décès de son père, ses problèmes de consommation et son expérience troublante, quand il est passé tout près de la mort. Extraits.

Les familles d'accueil

Mes parents n'étaient pas mariés, ils se sont séparés quand j'étais petit. J'ai eu beaucoup de familles d'accueil, et il y avait toujours du trouble avec la DPJ. Elles disaient qu'elles ne pouvaient pas me garder, que j'étais trop violent, que je faisais caca dans ma culotte, que des trucs comme ça. Jusqu'à ce qu'on trouve la famille dans laquelle je suis en ce moment.

Le décès du père biologique de Sylvain

La dernière fois que je l'ai vu, c'est quand j'étais vraiment petit. Je le voyais à chaque 2 semaines, j'avais 6 ou 7 ans, même pas. Il est mort quand j'avais entre 16 et 17 ans. C'était en 2004 ou 2005. J'ai trouvé ça hyper difficile, surtout à l'école, j'ai entendu plein de *bullshits*. Mais dès que c'est arrivé, je suis devenu très agressif et irritable. Juste pour une petite *joke*, je pouvais pitcher mon bureau à terre.

La drogue et les pensées suicidaires

J'étais vraiment tombé dans la dépendance de la drogue. Mais pas la drogue douce : c'était de la drogue dure, la *juicy*, de la cocaïne mixée avec du pot et du hasch. Ça veut dire que t'as trois *buzz* différents en même temps. J'allais à l'école là-dessus et j'avais beaucoup

d'idées noires. À un moment donné, j'en ai tellement pris que j'ai fait un malaise. Alors que je m'en allais en classe, je suis tombé et tout est devenu noir. C'est là que j'ai commencé une sorte de voyage astral. Je me suis réveillé au paradis et j'ai rencontré un ange.

Le « voyage astral »

L'ange m'a demandé pourquoi j'étais ici, je lui ai répondu que je ne savais pas. Il m'a dit que mon cœur s'était arrêté de battre, et que c'est pour ça que j'étais ici. Ma première réaction, ça a été de me demander ce qu'allait penser ma mère de ça. L'ange décide qui va au paradis et qui va en enfer. Il m'a dit que je m'étais suicidé et qu'il était obligé de m'envoyer en enfer, sauf si j'arrivais à résoudre différents problèmes. J'étais sur un bateau. Dans l'eau, il y avait plein d'esprits qui se promenaient. Là, l'esprit d'une femme a essayé de me tirer dans l'eau, de plus en plus bas. Je lui ai demandé pourquoi elle faisait ça. La femme m'a dit qu'elle s'était ôtée la vie, puis qu'elle errait dans ces eaux parce qu'elle ne savait pas si elle voulait être méchante ou gentille. Je l'ai serrée dans mes bras et je lui ai dit : « Moi, je te pardonne ». Elle est remontée avec moi sur le bateau. Après ce challenge, je suis monté au paradis et je n'ai jamais revu cette femme. J'ai le sentiment que c'est grâce à cette bonne action que j'ai échappé à la Mort, qui m'a pardonné. Les portes du paradis se sont ouvertes. Au lieu d'aller voir mon père qui était déjà là-haut, j'ai demandé pardon à Dieu, et j'ai fait le souhait de revenir à la vie. Je suis alors revenu à mon corps, dans le couloir de l'école.

Accepter la vie

Je me dis que le meilleur temps que je suis heureux, c'est quand je suis avec du monde qui m'accepte comme je suis, qui accepte que j'ai eu le droit à une deuxième vie. Comme ici à L'itinéraire, je suis accepté par tout le monde et j'accepte tout le monde. Dans mon coin à moi c'est carrément l'inverse. Les voisins m'intimident, ils essayent de me rendre la vie difficile, mais je ne cède pas à ça. Dans le fond, je suis plus fort qu'eux, parce que d'une certaine façon j'ai eu droit à une deuxième chance, j'ai déjà fait le plus dur de ce qui pouvait m'arriver. ■

« Interroger Sylvain, ça a été une très belle expérience. Son enfance n'a pas été facile, ses parents l'ont laissé de côté, il est resté dans un quartier un peu ghetto et est tombé dans la consommation. Mais Sylvain, c'est un ange, il est bon, sain et innocent, il encaisse, mais il ne juge pas. Lui et moi, on n'a pas le même âge, mais on a des choses en commun, on a eu cette enfance dure, on a été oublié. Moi, ce sont mes grands-parents qui m'ont élevé. Aujourd'hui, on gère nos émotions, c'est tout ce qui nous reste à faire. Mais il n'y a rien d'impossible. »

Jacques Élyzé, camelot Théâtre d'Aujourd'hui



L'entrevue de Sylvain par Jacques peut être écoutée sur le blog de Sylvain
<http://dumavaisaubon.tumblr.com/>



Officines	↓	Efficients	↓	Céréale	↓	Fonçais	↓
Bizarres		Ravageant		Qu'il rôdât		Pissotera	
↳		↓		↓		↓	
Bouffera	→						
Griller							
↳					Deux	→	
					Recom-		
					mencera	↓	
Étasuniens	→						
Qu'il déduise							
↳							Activités
							physiques
Imitation	→			Légumineuse	→		
Félicité							
↳							
				Musique	→		
Née	→						École
Marchera							↓
↳							
			Paresseux	Méto	→		
Faute sportive	→		↓	Versus	↓		
Vins							
↳							
						Champion	→

Sans présence autochtone, combien des premiers arrivants européens auraient survécu, ici ?



**JOSÉE
CARDINAL**
DISTRIBUTRICE

JEUX DE MOTS

Jeux réalisés par Josée Cardinal
josecardinala@yahoo.ca

Solutions dans le prochain numéro

HORIZONTALEMENT

1. Qualifie une substance stimulant le métabolisme.
2. Remarquerai. - Coutumes.
3. Mille cent quatre. - Impitoyables.
4. Épaulards. - Colère.
5. Tabasserions. - Champion.
6. Terre. - Esquivées.
7. Instruments de musique. - Appuyés.
8. Poli. - Vedette.
9. Trois. - Fonça. - Note.
10. Propre. - Isolée.

VERTICALEMENT

1. De l'ancienne Bretagne.
2. Liste de décès.
3. Agirait sur un espar de manière qu'il soit vertical.
4. Gaffe. - Stère.
5. Métal. - Période. - Île grecque.
6. Que je dépouillasse au jeu.
7. Courroux. - Merle.
8. Érudits.
9. Ouille. - Tremblement de terre.
10. Rigolé. - Orient.
11. Élimineras. - Habilitéé.
12. Crochets. - Produit de dégradation.



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												

PROBLÈMES DROGUE, ALCOOL OU MÉDICAMENT ?



Narcotiques Anonymes
Narcotics Anonymous



1 855 544-6362
www.naquebec.org

Nous pouvons t'aider

SOLUTIONS DU
15 juillet 2016

Hâbler Réapparition d'une maladie	R	Court Laisseriez	M	Goût alimentaire malade	P	Chef Pleureuse	M
Plante	R	E	C	I	D	I	V
Déjà	S	E	N	E	C	O	N
Note	D	E	D	I	C	A	C
Souls	R	E	E	X	I	S	T
Planche	I	V	R	È	S	R	R
Retire	A	I	S	C	A	R	E
Bleura	O	T	E	À	R	T	È
Tibane	A	Z	Û	R	E	R	A
Reprise	T	I	E	M	A	I	L
Décharger	R	E	L	A	N	C	E
	D	E	L	E	S	T	E



Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Source : Éditions Goélette

Solution dans le prochain numéro

			2			1	
5	4					7	
8						3	
4			3		5	2	
	8				4		
		2				7	1
	1	5		3			8
7			8				6
				5			

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	C	A	R	A	C	T	E	R	I	S	A	S
2	L	U	B	R	I	Q	U	E	M	E	N	T
3	I	D	R	E	S	T	A	M	E	S		
4	M	I	R	E		H		O	S	E	E	
5	A	T	O	N	E		A	I	L		V	
6	T	O	U	T		A	N	C	E	T	R	E
7	I	R	L	A	N	D	A	I	S		O	R
8	S	I	E	N	N	E	S			E	U	E
9	A	U		T	E	N	I	F	U	G	E	S
10	I	M	A			T	A	I	R	O	N	T

5	1	2	4	7	8	6	9	3
8	4	9	2	3	6	1	7	5
3	6	7	9	5	1	2	4	8
6	2	1	3	8	9	4	5	7
9	8	5	6	4	7	3	1	2
4	7	3	1	2	5	9	8	6
1	5	4	8	6	2	7	3	9
2	3	8	7	9	4	5	6	1
7	9	6	5	1	3	8	2	4

L'achat et la vente d'une propriété, c'est une affaire de coeur et de savoir-faire !



AGENCE IMMOBILIERE
Vitrine de la rénovation écologique

1152, avenue Mont-Royal Est, 514.597.2121
www.viacapitaledumontroyal.com

Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise.

Jean Monnet

Vous devez être le changement que vous voulez voir dans ce monde.

Gandhi

Il n'existe rien de constant si ce n'est le changement.

Bouddha

Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.

Dan Millman

L'émotion est le moteur du changement, et la joie son essence.

Olivier Lockert

Tout est changement, non pour ne plus être mais pour devenir ce qui n'est pas encore.

Épictète

Nous n'arrivons pas à changer les choses suivant nos désirs, mais peu à peu notre désir change.

Marcel Proust

Le changement a lieu quand la douleur de se maintenir est supérieure à la peur de lâcher prise.

Spencer Johnson

La seule révolution possible, c'est d'essayer de s'améliorer soi-même, en espérant que les autres fassent la même démarche. Le monde ira mieux alors.

George Brassens

Le changement n'est pas seulement nécessaire à la vie, il est la vie. Et, par conséquent, vivre c'est s'adapter.

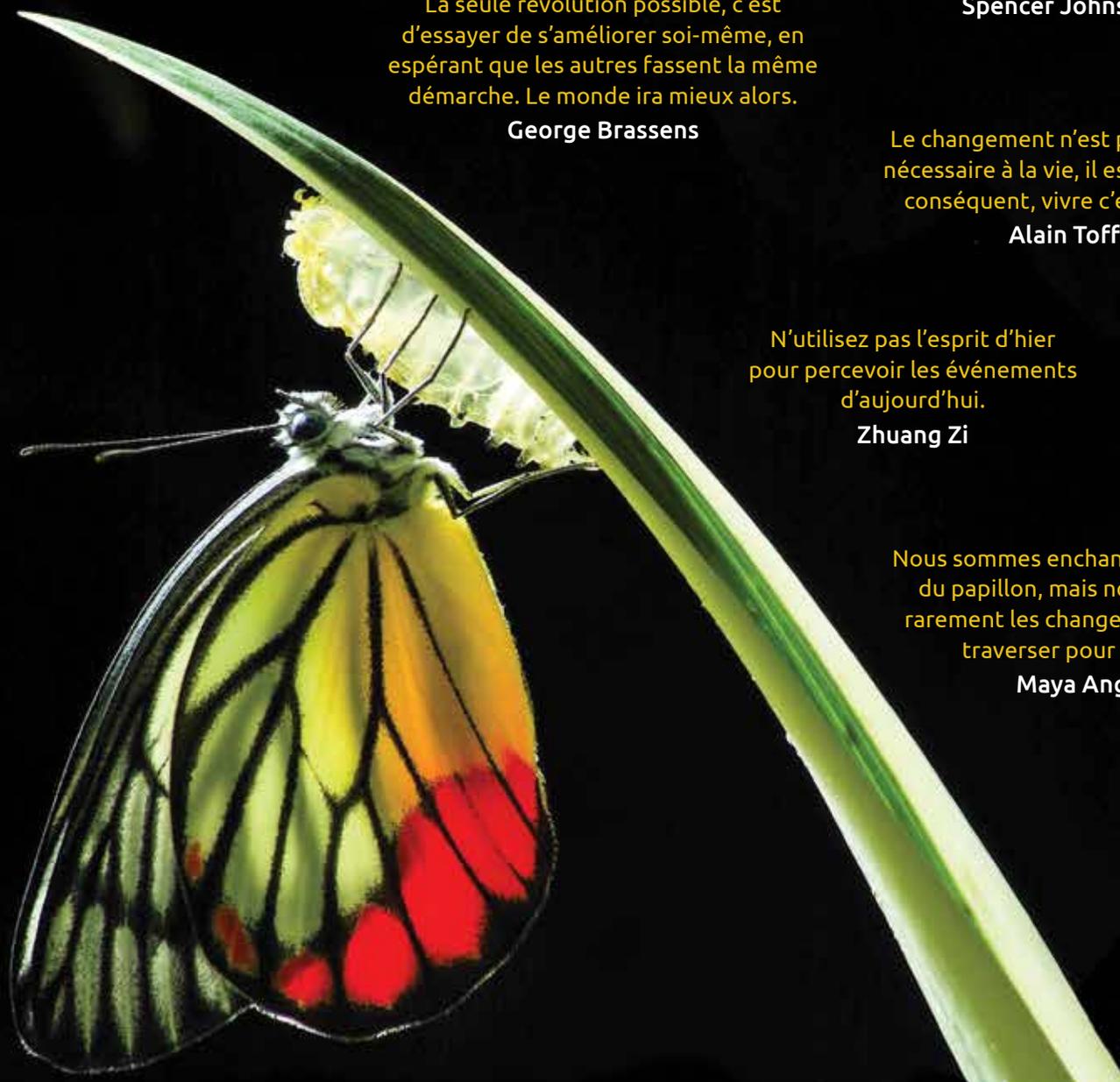
Alain Toffler

N'utilisez pas l'esprit d'hier pour percevoir les événements d'aujourd'hui.

Zhuang Zi

Nous sommes enchantés par la beauté du papillon, mais nous admettons rarement les changements qu'il a dû traverser pour y parvenir.

Maya Angelou



Youpiiii



Transport gratuit du 21 juin au 28 août pour les 6 à 11 ans*

stm.info/sortiesenfamille

* CERTAINES CONDITIONS S'APPLIQUENT

B

La promesse d'un café
savoureux, torréfié
de main de maître qu'on
prend plaisir à déguster
tous les jours.

ENTREPRISE  FAMILIALE

CAFÉ
BROSSARD^{MD}

CAFEBROSSARD.COM

514 321-4121 • 1 800 361-4121